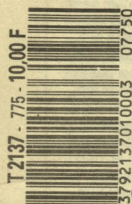


NOUVELLE FORMULE HEBDOMADAIRE
LE JEUDI 15 MARS 1990



ISSN 0026-9433



T 2137 - 775 - 10,00 F

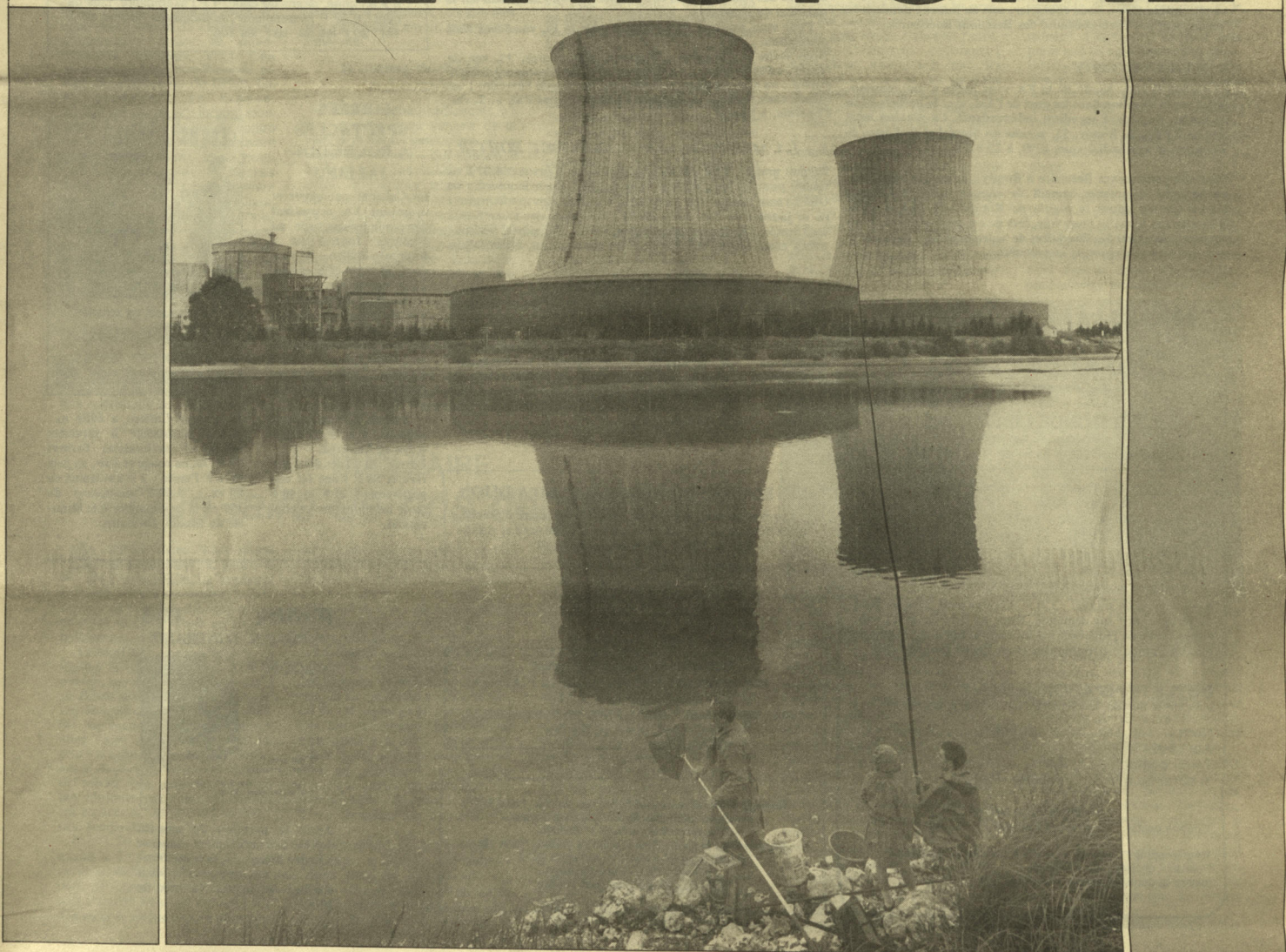
le monde
libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 775 JEUDI 1^{er} MARS 1990 10,00 F

NUCLEAIRE :
**LES POUBELLES
DE L'HISTOIRE**



F.P. 2520

communiqués communiqués

• SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir — Tribune libertaire », animée par le groupe Nestor-Makhno, est diffusée désormais le jeudi à partir de 20 h, sur Radio-Dio, 89.6 MHz. Au programme : le point de vue des libertaires sur les grandes questions et actualités, des rafales de « boulets noirs », des nouvelles du mouvement libertaire international, des notes de lecture, etc.

SAINT-ETIENNE :

Le groupe Nestor-Makhno tient désormais sa permanence le premier mercredi du mois en la salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 SAINT-ETIENNE.

• VALENCE :

Une liaison vient de se constituer sur Valence. Toute personne intéressée à travailler avec nous peut nous contacter à l'adresse suivante (provisoirement) : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• LILLE :

Le groupe Humeurs Noires change ses permanences : le groupe se réunit tous les mercredis de 20 h 30 à 23 h à la Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE), 23, rue Gosselet, à Lille (Métro République). Sont disponibles une table de presse, de la documentation, etc.

• BREST :

Les groupes CLEA et FA de Brest vendent le Monde libertaire devant les Fontaines de la rue de Siam (ou dans le Hall de Dialogues) tous les samedis après-midi, à partir de 15 h.

• ASNIERES :

Le groupe Malatesta vend le Monde libertaire entre 11 h et 13 h :

- le dimanche 4 mars à Asnières (marché de la mairie) ;
- le dimanche 11 mars à Nanterre (marché du centre).

En outre, il tiendra une table de presse pendant les « rues piétonnes » de Nanterre qui auront lieu les premiers week-end des mois d'avril, mai et juin. Bien sûr, nous invitons toutes les personnes intéressées à nous contacter, soit au marché pendant les ventes, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• SEVRAN-BONDY :

Le groupe Sevrans-Bondy de la FA vous invite à une réunion-débat sur la situation dans les pays de l'Est, avec la participation de Sacha, du SMOT (syndicat indépendant). La réunion aura lieu au CPRA de Bondy, 51, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, le vendredi 2 mars 1990, à 20 h 30.

Nouvelle permanence libertaire à Bondy : le groupe tient une permanence le premier samedi de chaque mois, à l'espace Marcel-Chauzy (dans la mairie de Bondy), de 10 h à 12 h. N'hésitez pas à passer nous voir, lors de ces permanences. Vous pourrez rencontrer les libertaires de votre banlieue, acquérir la presse et discuter en toute convivialité...

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• UNION REGIONALE RHONE-ALPES :

Souscription pologne :

Groupe Berkman : 200 F — Collectif anarchiste de Bourgoin : 100 F — Y. Crozon : 100 F — Groupe de Toulon : 250 F — T. Guillaume : 100 F — N. Poujol : 30 F, C. Jacquier : 200 F. TOTAL PROVISOIRE : 980 F.

La souscription pour les anarchistes polonais continue. Chèques libellés à l'ordre de « Contre Courants ».

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, souhaitant aider à l'équipement en matériel d'imprimerie nos camarades de la Fédération anarchiste des groupes de Pologne (ex-Interville anarchiste), appellent à la solidarité financière. « Contre Courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Mentionner : solidarité MA au dos du chèque.

éditions

CONTRE VENTS ET MARÉES :

Le numéro 66 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèques à l'ordre de l'association).

• « LE FARFADET » n°9/10 EST PARU :

Pour fêter ses deux années d'existence, le groupe de Nantes sort un numéro double du *Farfadet* (n°9/10). Seize pages bourrées à craquer avec au sommaire : des articles sur les luttes menées à Nantes depuis le mois d'octobre (militarisme, fascisme, féminisme, soutien à Casabonne) ; un bilan de la longue grève des chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ; un retour sur le problème du voile et les intégrismes... Egalement au sommaire un point sur la Kanaky un an après les accords Matignon, les produits biologiques, l'écologie, la santé en 89, la « science » défendue par des réactionnaires et une interview de Castoriadis sur la question du consensus.

Pour vous procurer ce numéro double (6 F), vous avez trois possibilités.

Nous écrire à : Magazine libertaire, Alternances, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes, en y joignant 10 F (port compris) pour le canard ; ou vous déplacer à la librairie du Monde libertaire ; ou encore vous rendre à la librairie « Livres comme l'air », 2, rue Copernic, à Nantes.

• « LA MISTOUFE » N° 5 VIENT DE SORTIR :

Restant gratuit, il est néanmoins nécessaire d'envoyer 4,40 F en timbre pour les frais d'envoi. Les soutiens financiers (ordre du GREL) sont toujours les bienvenus, d'autant plus que la gratuité de ce journal ne tient qu'à un fil ! Au sommaire : une Suisse sans armée, l'Economie distributive, Dijon ville morte, Sexisme, manif armée-école, etc. GREL : 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

• AUX EDITIONS PARTAGE NOIR :

« AUGUSTIN SOUCHY : ATTENTION ANARCHISTE » :

En août 1914, Augustin Souchy fut expulsé d'Autriche vers l'Allemagne. Sur son mandat d'arrêt figurait l'avertissement : « Attention, anarchiste ». Cette brochure est le début de la traduction de ses Mémoires parus sous le titre : *Vorsicht, Anarchist, Ein Leben die Freiheit. Politische Erinnerungen*, chez Trotzden - Vertaf (édition 1982).

LES SOIRÉES DU PERE PEINARD A DIJON

Les 9 et 10 mars à 20 h 30, au CAL Fontaine d'Ouche, venez écouter les « Voix sans maître » : Gaspard et Annkrist le 9, Tristan Léa et Alain Aurenche le 10.

Permanence du secrétariat

aux Relations Intérieures de la F.A. :

le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amélot, 75011 Paris (1^{er} République)
Tél : (16) 1.48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

Amis lecteurs

Avec ce numéro, le *Monde libertaire* cesse sa parution bimensuelle et retrouvera dans 15 jours son rythme hebdomadaire. Depuis le 9 novembre, bien des choses ont été réalisées et, même si tout n'est pas parfait, la nouvelle formule sera en vente dans les kiosques le 15 mars, grâce aux efforts bénévoles des militants, mais aussi du fait de la confiance que vous nous avez accordée. Fin janvier, nous avions recueilli 83 471 F de souscriptions diverses ; de nombreux lecteurs se sont abonnés depuis deux mois et la période de parution bimensuelle nous a permis de desserrer l'étau financier nous étouffant. Certes, notre journal ne pourra espérer connaître l'équilibre qu'avec la nouvelle formule, mais un cap important a été franchi.

Le *Monde libertaire* existe et continuera à paraître, mais cela doit se savoir. Bien que tardivement lancée, notre campagne d'information commence à porter ses fruits. Les militants et les groupes de la Fédération anarchiste ont épuisé rapidement un premier tirage de 6 000 affiches, 3 000 ayant été retirées depuis. Des autocollants (format 10 X 14) sont maintenant disponibles à la librairie : quatre messages différents pour propager quelques positions libertaires (8 000 exemplaires chaque).

Volontairement, nous avons souhaité que ce matériel de propagande soit à la portée de tous afin que chacun puisse participer activement. L'affiche est donc vendue 0,32 F l'unité pour un minimum de cent exemplaires et les autocollants 10 F la centaine. Jusqu'à la fin mars, il est indispensable que le nouveau logo du ML s'affiche sur les murs de France. Des lecteurs potentiels doivent découvrir ou redécouvrir notre hebdomadaire et nos propositions sociales.

A l'heure du constat de la faillite du marxisme, nous pouvons offrir une alternative à la social-démocratie et à l'idéologie capitaliste. Le *Monde libertaire*, journal de combat et de réflexion, peut et doit remplir cette tâche. Pour cela, nous vous donnons rendez-vous le 15 mars !

Les administrateurs

Noté : Prix de vente de l'affiche (format 50 X 70) : 5 F à l'unité, moins de cent : 1 F l'exemplaire, plus de cent : 0,32 F l'exemplaire ; autocollants (format 10 X 14) : 20 F les 50, 10 F les 100.

SOIRÉES-SPECTACLES A BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe FA organisent deux soirées-spectacle au Théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu, le vendredi 16 mars et le samedi 17 mars à 21 h :

— vendredi 16 mars : soirée théâtre avec en première partie les Morpion's brozeur (café-théâtre), suivis d'une pièce d'Albert Camus : « Le malentendu », pièce interprétée par Trac'n Art ;

— Samedi 17 mars : soirée chansons avec Serge Utgé-Royo et Annkrist. Entrée : 100 F les deux soirées et 60 F l'une (et respectivement 70 F et 40 F pour les étudiants et chômeurs).

LEVONS LE VOILE !



NI GHETTOS, NI MACHOS,
ENTR'AIDE
contre la galère du racisme
FEDERATION ANARCHISTE FA

Le groupe Cafiero a édité un affiche anticaricature à caractère social et antisexistes, format 50 X 70, en rouge et noir, au prix de 5 F l'unité ; 2 F au-dessus de 50 ex ; 1,60 F au-dessus de 100 ex. A commander à la librairie du Monde libertaire.

NOUVEAU 20 F

POSTER ITINERAIRE

Format 300 x 380
2 couleurs



Vous pouvez vous le procurer à :
Librairie, 1 bis, avenue Emile 77500 Chelles.
Librairie de Monde Libertaire,
145 rue Amélot 75011 Paris.

Après la parution du numéro double 5/6 entièrement consacré à Errico Malatesta, la revue *Itinéraire, une vie, une pensée*, vient d'éditer ce poster, au prix de 20 F.

Dans les poubelles de notre civilisation

PARMI les nombreux déchets toxiques que nous produisons quotidiennement, et qui sont les fruits de la société d'aujourd'hui, les déchets radioactifs, de par leur toxicité avérée et supposée (1), occupent une « place de choix ». Rappelons d'abord brièvement en quoi ils consistent et quels sont en pratique, à défaut de pouvoir s'en débarrasser, les moyens actuels de les stocker.

Les principales sources de pollution radioactive concernent les centrales nucléaires. En amont, il y a les mines d'ou l'on extrait l'uranium. La production annuelle, en France, de résidus miniers, correspondrait à un volume d'environ 500 000 mètres cube pour une production de 4 000 tonnes d'uranium (2). Ces résidus miniers contiennent du radium (métal d'une intense radioactivité) sous une forme insoluble dans l'eau. Ensuite, il y a les rejets des centrales nucléaires, faiblement radioactifs. Ce sont des effluents sous forme de gaz ou liquides. Ils contiennent du xénon ou du krypton, une fraction de tritium. Enfin il y a les déchets classés en catégories A, B et C.

Les déchets de catégorie A

Ce sont ceux de faible et moyenne activité, à courte période, n'ayant qu'une légère teneur en émetteurs alpha. Ils proviennent des centrales nucléaires et des usines du cycle de combustible, des centres de recherches, d'utilisateurs divers de radioéléments (hôpitaux, etc.). Ces déchets seraient conditionnés en fûts métalliques ou de béton. On en produirait, en France, 30 000 m³ par an (2). Ils sont stockés à la surface du sol au centre de la Hague. La Hague pouvant recevoir 500 000 m³, il est pratiquement complet. D'autres dépôts devraient prochainement être ouverts. Le site de Soulaïnes, dans l'Aube, avait été choisi (affaire à suivre). Théoriquement, ces sites doivent être contrôlés pendant 300 ans, à la suite de quoi ils pourraient être abandonnés sans précautions particulières.

Les déchets de catégorie B

Ce sont ceux de moyenne activité. Ils contiennent des émetteurs alpha à vie longue. Ils proviennent des opérations de retraitement de

combustibles. Ils sont conditionnés dans du béton ou du bitume. On en produirait, en France, 700 m³ par an (2). Ils sont stockés provisoirement à la Hague, avant d'être traités comme les déchets de catégorie C.

Les déchets de catégorie C

Ce sont ceux de haute activité, pouvant contenir des émetteurs alpha à vie longue. Ce sont les résidus de retraitement du combustible, des centrales nucléaires, après que les matières « utilisables », uranium ou plutonium, soient retirées. En France, ils commencent par être stockés sous forme liquide, dans des cuves en acier inoxydable placées dans des casemates en béton. Au bout de quelques années, les liquides sont concentrés, calcinés, puis incorporés dans de la pâte de verre coulée dans des conteneurs métalliques, enfermés dans une casemate en béton, en attendant d'être stockés dans une formation géologique stable.

Car à l'échelle de la durée moyenne d'une vie humaine, il s'agit ici de déchets « éternels ». Les émetteurs alpha ont une période radioactive qui peut être très longue. Le plutonium 239, par exemple, a une période radioactive estimée à 24 000 ans. Pour le neptunium 237, elle serait de 2,6 millions d'années ! Il faut donc que les sites géologiques choisis pour le stockage de ces déchets résistent à l'érosion, c'est-à-dire aux infiltrations d'eau, aux glaciations, etc.

D'autres déchets radioactifs

Dans les déchets radioactifs, s'il y a, comme nous venons de le voir, le minéral-combustible, il y a aussi « le moteur » qui l'utilise. Il ne faut donc pas oublier les centrales nucléaires elles-mêmes, dont les réacteurs ont une durée de fonctionnement variant, selon les dernières estimations, entre 25 et 40 ans. Cela signifie que la plupart des unités de production mises en route au début des années 80 devraient pouvoir fournir de l'électricité — si tout se passe bien — jusqu'en 2010. Certaines unités, plus anciennes, sont déjà en cours de démantèlement (3 et 4). Il ne faut pas oublier non plus le domaine militaire, notamment les sous-marins et porte-avions

nucléaires...

« Comment cela se passe-t-il sur le terrain ? »

Il est évident que si les populations sont bien contentes de recevoir l'électricité — devenue indispensable — personne, et pour cause ! ne veut de ces « poubelles de l'éternité » près de chez soi.

Il est évident aussi que les études et les pratiques pour stocker tous ces déchets sont longues et coûteuses. Mais tout ceci n'est-il pas la conséquence du choix fait il y a une quarantaine d'années de privilégier le « tout-nucléaire » face à d'autres filières de production énergétique peut-être moins polluantes ? De l'abandon, par exemple, des études à peine programmées sur une éventuelle filière solaire ?

En attendant, il nous faut « faire avec », et cela ne va pas sans causer de sérieux problèmes. Quelques exemples : aux Etats-Unis, jusqu'en 1982, les Américains immergeaient en mer leurs déchets civils et militaires. Puis ils ont envisagé un stockage dans un dôme de sel au Nouveau-Mexique. Ce projet a été abandonné et les déchets à vie longue seraient actuellement entreposés dans le désert du Nevada (5). Dans certains sites de stockages, des fuites auraient été enregistrées (6). En France, il n'y a pas de désert ! L'ANDRA (agence qui gère les déchets radioactifs) avait pressenti en 1987 quatre sites possibles : Neuvy-Bouin/Deux-Sèvres ; Montcornet/Aisne ; Montreuil/Ain et Segré/Maine-et-Loire. On a également parlé de Soulaïnes/Aube (2). Mais le Premier ministre aurait dernièrement décidé de geler tous les travaux préliminaires (5). En attendant, les déchets s'entassent dans les sites déjà en fonction, principalement à la Hague, proche de la « saturation »...

Christian DEBROIZE

- (1) Supposée pour les faibles doses.
- (2) Science et nature, juillet-août 1988.
- (3) La Recherche n° 187 : la fin des centrales nucléaires.
- (4) Science et avenir n° 501 (1990).
- (5) Le quotidien Le Monde du 21 février 1990.
- (6) La Recherche n° 218 : Un demi-siècle de déchets nucléaires aux Etats-Unis (février 1990).

Pour en savoir plus, le dossier « Electronucléaire », Points Sciences, au Seuil, récemment réédité.

Editorial

EN France, nos technocrates voient grand. Quand ils font une connerie, elle est gigantesque. Les ingénieurs d'EDF n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère, de la louche même, dirions-nous ! En vingt ans nous nous trouvons à la tête du parc de centrales nucléaires qui fait de la France le numéro 1 mondial des dévoreurs d'uranium par tête d'habitant. Cette sacrée politique du tout-nucléaire, menée par l'Etat-EDF, fut extrêmement planifiée : après deux décennies de fonctionnement brinquebalant, notre électricité — la plus chère du monde, cocorico ! — produit des déchets radioactifs qu'on ne sait où stocker. Quelle capacité de prévisions, quelle hauteur stratégique... Que Dieu illumine nos décideurs énergéticiens, ils le méritent bien !

L'Etat avait mis sur la soumission des populations autochtones. Fourguer les déchets à la « campagne » eût été un jeu d'enfant dans un univers consensuel. Et là comme ailleurs l'Etat et ses carottes technologiques se sont plantés. Les autochtones se rebiffent. Ils s'opposent pied à pied à la mutation forcée de leur région en poubelle nucléaire. Déchets nucléaires, nappes d'eau polluées..., tout fout le camp !

Imaginez un peu si la justice condamnait la direction de la FNSEA à boire pendant un an de l'eau nitratée ? Ou encore si les jardins de l'Elysée ou de Matignon étaient choisis comme sites de stockage des déchets nucléaires ? Les décideurs récoltent ce qu'ils ont semé. Juste, non ? Mais là, c'est du rêve. Alors revenons sur cette terre meurtrie, et prenons part là où nous sommes présents, aux luttes écologiques. En apportant notre spécificité libertaire : tant que la société se fondera sur la domination et la hiérarchie, le pire est à craindre pour l'avenir de la planète.

Raréfaction et pollution de l'eau

CE n'est pas encore la panique, mais ça commence à en prendre le chemin.

Le niveau des nappes phréatiques qui ne cesse de baisser ; Perrier qui retire du marché des millions de bouteilles contenant du benzène ; Hépar qui s'apprête à faire de même après avoir détecté des traces d'alcane dans ses bouteilles ; Vitell qui rachète à la hâte toutes les prairies qui entourent ses puits de forage pour tenter d'enrayer l'infiltration d'éléments polluants ; Kattel-Roc contaminé par les hydrocarbures qui se voit contraint de fermer son usine en Bretagne ; les soupes d'algues qui gangrènent chaque année un peu plus les étangs et les rivières ; les marées vertes qui commencent à proliférer sur les littoraux marins ; la concentration galopante des nitrates dans l'eau de consommation courante..., autant de faits et de méfaits qui veulent bien dire ce qu'ils veulent dire : à savoir que l'ombre glacée de la pénurie en eau potable est en train de se profiler à l'horizon de l'avenir immédiat.

cais recevaient en 1987 de l'eau dont la teneur en nitrates était comprise entre 50 et 100 mg/litre. Une paille ! Surtout pour les bébés de moins de six mois qui s'ils consomment de l'eau contenant plus de 25 mg/litre de nitrates sont menacés de méthémoglobinémie, l'hémoglobine du sang se transformant en méthémoglobine, une molécule incapable de fixer l'oxygène, et le nourrisson se trouvant directement menacé d'asphyxie. Et tout cela parce que les agriculteurs non seulement utilisent de plus en plus d'engrais azotés et de déjections animales, mais ont eu quelques années, mais ont eu quelques années multipliées par deux les surfaces agricoles irriguées grosses consommatrices de ces produits et... d'eau.

Bref, actuellement c'est haro sur le baudet paysan et cela n'est pas volé. Mais qu'on ne s'y trompe pas, si l'agriculture est polluante, ce n'est pas un hasard. Elle s'inscrit en effet dans le cadre d'un système productiviste et capitaliste qui lui



Pour l'heure, après les récentes déclarations de l'ex-nouveau romantique, ancien petit prince de l'écologie apoliticienne, et désormais déprimé ministre de l'Environnement, les projecteurs des médias sont braqués sur le problème des nitrates et la responsabilité des agriculteurs dans le processus d'empoisonnement de l'eau. Pensez, en 40 ans, la concentration de nitrates a doublé en Alsace et quintuplé en Bretagne au point qu'en 2020 la moitié des puits de captage français vont devoir être fermés. Ce n'est pas rien. Et c'est grave. Car alors que les concentrations de nitrates dans l'eau ne doivent pas dépasser 50 mg/litre pour que ces eaux soient potables et 25 mg/litre pour pouvoir être utilisées dans des biberons, 1 700 000 Fran-

impose cette logique et on voit mal comment changer de type d'agriculture sans changer de type de société. Ceci d'autant plus que si l'agriculture pollue, elle n'est pas la seule. L'industrie et même le mode de vie des Français, qui s'inscrivent aussi dans la logique d'un type de société, participent plus que largement au processus de pollution des eaux.

Comme on le voit, qu'il s'agisse de la pollution de l'eau, de l'air, de la destruction des paysages ou du problème des déchets nucléaires, nous nous trouvons confrontés à une logique d'ensemble, globale et sociale. Et c'est cette logique qu'il convient de casser d'urgence si on veut que le socialisme libertaire ait autre chose à gérer que des déserts et des cimetières.

Jean-Marc RAYNAUD

NUCLEAIRE

Que faire de nos déchets ?

APRES Three Miles Island et Tchernobyl, le nucléaire a vu sa crédibilité largement entamée. Rares, certains « incidents » de fonctionnement peuvent en effet se transformer en risques majeurs.

Aujourd'hui, alors qu'ici et là, en France et un peu partout dans le monde, on arrive au moment où il va falloir arrêter et annihiler toute une série de centrales, cette crédibilité va encore prendre du plomb dans l'aile, car non seulement ce genre d'opération coûte des fortunes et suscite de véritables jacqueries sur les sites, mais de plus on ne sait toujours pas comment rendre ces espaces et ces déchets inoffensifs. Incroyable, non ?

Il y a 20 ans, 15 ans, 10 ans, quand la France s'est lancée dans un programme massif de construction de centrales nucléaires, des voix s'élevaient pourtant élevées pour dénoncer le risque pris en adoptant

une technologie ne maîtrisant pas vraiment son fonctionnement et pas du tout ses déchets. Las, les politiciens de tous bords et les technocrates affirmaient péremptoirement que si le problème n'était pas encore résolu, cela ne saurait tarder. Résultat, à l'heure où il va s'agir de commencer à fermer un certain nombre de réacteurs de recherches, militaires, ou de production d'électricité, on en est toujours au même point. Que faire de ces sites complètement empoisonnés à part, après avoir englouti des sommes faramineuses pour les démonter, les stocker « quelque part » en attendant, un jour peut-être, de pouvoir disposer d'une technique de décontamination.

En attendant, donc, on stocke. A la Hague, et bientôt à Soulaïnes-Dhuys pour les déchets dits « à courte vie » qui sont quand même actifs pendant trois cents ans. Tous jours à la Hague, et peut-être un

jour à Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) dans le granit, à Montcornet (Aisne) dans l'argile, à Montreuil (Ain) dans le sel et à Segré (Maine-et-Loire) dans le schiste, pour les déchets à vie moyenne ou longue qui eux vont rester actifs pendant des milliers d'années et plus. Et vogue la pollution radioactive !

Est-il besoin en avant) ne résulte pas seulement d'un choix malencontreux ou d'une surestimation de la capacité de la science à résoudre un problème donné. Le choix d'un nucléaire présentant des risques majeurs au plan de son fonctionnement et incapable de résoudre le problème encore plus grave de ses déchets s'inscrit dans une logique qui est à la fois celle du capitalisme et celle d'un type de société. En ce sens, et contrairement à ce que pensent les Verts, le problème n'est pas tant de prendre le pouvoir... que de le détruire.

Maylis O'BRIAN

En bref

- L'autogestion n'est plus à la mode, c'est entendu, mais a-t-elle disparu ? C'est ce que nous vous proposons de débattre au : 10, rue Robert Planquette (rue Lepic), 75018 Paris, m° Abbesses - Blanche.
- Vendredi 9 mars - 20 h 30 : L'éducation : des crèches parentales aux lycées alternatifs, l'autogestion c'est pas de la tarte !
- Mardi 13 mars à 20 h : Panorama des pratiques autogestionnaires depuis 20 ans.
- Mardi 27 mars à 20 h : Défendre les « droits de l'homme » est-ce préparer la révolution égalitaire, libertaire et sociale ?
- Mardi 3 avril à 20 h : L'autogestion étatique ? Le fédéralisme libertaire contre le centralisme démocratique.

- **ANTIMILITARISME :**
Samedi 10 mars, soirée antimilitariste au CJC « Léon Blum », quai Charzy, à Boulogne-sur-Mer. Débats, vidéos, concerts et bivette de 17 h à 1 h... Participation aux frais : 20 F, avec le groupe local de la FA.

- **NOIR ET ROUGE** a besoin de vous. La revue libertaire a déjà fêté ses trois ans et compte poursuivre. Ses animateurs vous invitent à venir faire le point sur la finalité et le fonctionnement futurs de la revue, le samedi 10 mars, à 14 h, au 33, rue des Vignoles, Paris-20^e.

- **DEBATS-CONFÉRENCES :**
La librairie La Gryffe, Wolnitz et le Groupe écologiste et libertaire de la DOUA organisent du 10 mars au 7 avril 1990 un cycle de débats, conférences, films sur le thème : « *Où se cachent les écologistes ?* » :
• Samedi 10 mars à Wolnitz :
— 15 h : le lien entre le nucléaire civil et militaire : enjeux et perspectives, avec le comité Malville et la revue *Damoëcles* (revue du Centre de recherche sur la paix et les conflits).
— 20 h 30 : soirée films, *Trans Europ Express, Atomic Café*. Participation aux frais : 20 F.
• Vendredi 16 mars au CEP (44, rue Saint-George, 65000 Lyon) :
— 20 h 30 : la société française : technocratie, centralisme et jeu contre la nature, avec Louis Puisseux, auteur de *la Babel nucléaire et Le Crépuscule des atomes*.
• Samedi 17 mars à Wolnitz :
— 19 h 30 : repas biologique.
— 20 h 30 : soirée vidéos.
Participation aux frais : 30 F.
Pour tous contacts et informations :
— librairie La Gryffe : 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél. : 78.61.02.25 (ouvert du mardi au samedi de 14 h à 19 h) ;
— Wolnitz : 42, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél. : 78.39.09.07.

- **SQUATT RENNAIS :**
Des squatters élaborent un lieu de vie associatif anarchiste. Ceux-ci disposent d'une salle de répétition pour les groupes alternatifs (sans exclusive musicale). Prochainement un bar sans alcool, où se tiendront des fêtes et réunions, va s'ouvrir. Un projet de librairie est aussi en cours. De par la précarité des squatts, nos amis ont besoin de votre soutien actif. Allez les voir, écriez-leur, participez, en vous adressant à : CPCL, BP 2571, 35036 Rennes.

MOTION DE SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS SYNDICALISTES SANCTIONNÉS DU CENTRE DE TRI DE LILLE-LEZENNES

Les militants et syndicats des PTT de l'Association internationale des travailleurs (CNT pour la France, CNT pour l'Espagne, DAM pour la Grande-Bretagne, FAU pour la République fédérale allemande) et le secrétariat de l'Association internationale des travailleurs, réunis en coordination internationale les 8, 9 et 10

SANTÉ

La grève des patrons

LS ont notre santé, notre vie entre leurs mains, ils viennent encore très majoritairement des classes bourgeoises de la société. Ils font de longues études (entre sept et quatorze ans).

La qualification des médecins en France est l'une des meilleures au monde, tout comme celle des infirmières, d'ailleurs. Ce niveau professionnel, ils l'acquièrent dans les universités et Centres hospitaliers universitaires (CHU) du secteur public que nous finançons, nous, usagers, très largement par nos impôts et nos cotisations sociales.



Les médecins et chefs de clinique sont en grève depuis plus d'un mois parce qu'ils s'estiment mal payés et que les possibilités pour les jeunes médecins, de s'installer en ville, se font plus difficiles.

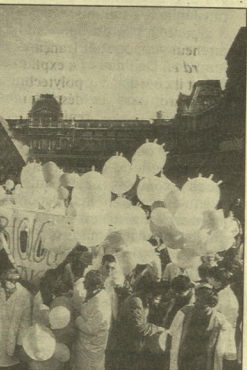
En effet, la population médicale augmente chaque année de 4% (1), le nombre de généralistes étant à certains endroits suffisamment important, et ne laisse aux jeunes arrivants que le choix d'une spécialité (gynécologie, ostéopathie, dermatologie, etc.) pour se faire une clientèle, d'où la fameuse revendication d'un secteur à honoraires libres et du libre accès pour les jeunes à ce secteur 2.

Lors des négociations entre la CNAM et les syndicats de médecins du 21 février 90, le passage du secteur conventionné au secteur à honoraires libres était encore interdit pendant deux ans et aucun accord n'était parvenu pour l'accès au secteur 2 des jeunes praticiens (1).

Faut-il rappeler, en effet, que du côté des usagers, il n'y a pas véritablement de soins gratuits au sens strict du terme. Il y a un certain nombre de prestations et d'actes médicaux qui sont pris en charge par le régime général de la Sécurité sociale à laquelle cotise chaque salarié, quand il a la chance de travailler. (Ne parlons pas des mille et une galères qui quettent le chômeur en fin de droit

si par malchance il tombe malade !)

Nous faisons tous l'expérience que certains soins pourtant indispensables ne sont que peu ou pas du tout remboursés par la Sécurité sociale : ainsi ce n'est souvent que par une cotisation supplémentaire que nous pouvons nous « offrir » la prothèse dentaire ou les verres de lunettes dont nous avons besoin, sans parler de tous les frais non couverts par le régime général de la Sécu en cas d'hospitalisation, à commencer par le forfait hospitalier qui augmente tous les ans.



Il est donc difficile de se sentir solidaire des revendications des médecins si on n'est pas un(e) adhérent(e) du RPR !

L'introduction du secteur 2 va donc renforcer l'inégalité déjà trop réelle devant l'accès aux soins, et instaurer davantage une médecine à deux vitesses : une pour les riches pouvant s'offrir le spécialiste, une autre pour les pauvres qui seront soignés par un généraliste démotivé.

Les honoraires libres risquent donc de déstabiliser complètement le régime de Caisse nationale de l'Assurance Maladie. Le gouvernement le sait, d'où son embarras et l'hypothèse émise d'une convention spécifique pour les généralistes dont par ailleurs on envisage d'augmenter les consultations de 17% en deux ans (85 F à 100 F en 1991) (1).

Ce conflit, et les solutions envisagées, n'annoncent en tout cas rien de réjouissant pour les assurés et les autres... pour tous les usagers de la Santé que nous sommes.

La question reste posée. Sur le fond, quels moyens, quels choix budgétaires l'Etat est-il décidé à faire pour satisfaire les conditions de travail et de soins des personnels de la Santé, de l'ASH au chirurgien, et pour offrir aux usagers une médecine égalitaire ?

Y.G.

(1) Infos du Monde du 23 février 90.

CGT

Soubresauts à l'Est, Krasucki s'agite...

« Le mal que font les méchants sans le savoir est souvent plus cruel que celui qu'ils veulent faire. » Shiller.

La politique et la moralité publique pourraient bien souvent s'apprécier à l'aune de quelques dictons et proverbes populaires. Ainsi : « On voit la paille dans l'œil de son voisin », « Pour se séparer de son chien, on l'accuse de la rage », « L'appétit vient en mangeant »...

Justement, M. Henri Krasucki secrétaire général de la CGT et membre du comité central du PCF se plaint dans le *Monde* du jeudi 25 janvier de ce que la politique ne soit pas morale.

C'est sous le titre *La fin et les moyens* qu'il nous conte cette démonstration « affligeante, peu digne de la France... », et aussi « mesquinerie, courtoisie, coup bas, opérations politiciennes : quel spectacle ! Et quel abîme... » Beaucoup d'écœurement, on le voit, et quelle leçon de bonnes mœurs pour condamner « l'actuel pilonnage anticommuniste en France », cette « croisade qui vise le courant de pensée et de lutte révolutionnaire dans son ensemble (1) pour l'affaiblir durablement sinon l'éradiquer ». Occuménisme auquel M. Krasucki ne nous avait pas habitués. Et notre homme poursuit : « La CGT est fière de ce que ses fondateurs aient placée dans cette pensée généreuse depuis son origine en 1895 et d'y tenir son rôle sur son terrain d'organisation syndicale regroupant des salariés de toutes convictions philosophiques, politiques ou religieuses ». Ah ! Griffulhes, ah ! Monatte... Vibrant rappel que celui-là. Nous serions donc tous concernés par les effluves de ces « règlements de compte politiques français sur la douleur et le sang des Roumains ».

Du parti à la révolution...

De l'homme du parti ou du syndicaliste, on ne sait qui parle avec M. Krasucki. Il n'y a d'ailleurs aucune illusion à se faire sur ce point, car dans sa langue les deux discours se nouent. Dans cette récente contribution, M. Krasucki ne fait rien d'autre que d'oublier les raisons essentielles des soulèvements à l'Est ; il ne fait rien d'autre non plus que d'occulter les divergences profondes qui divisent le mouvement ouvrier et révolutionnaire de ce pays qui, en aucun cas, ne saurait être gommées par quelque discours enjoliveur et au nom d'une solidarité anticapitaliste de circonstance. Malgré ce respect que nous partageons pour ce cher passé commun (?) dans la vieille CGT, M. Krasucki ne peut espérer ni décemment faire croire à qui voudrait l'entendre qu'une unité du mouvement révolutionnaire puisse être restaurée dans une condamnation commune à des anathèmes anticommunistes. Ne se rend-il pas compte qu'en plus de ces outrages, le communisme qu'il défend est victime d'un acharnement thérapeutique qui va à l'encontre de ce sens de l'histoire dont sont si friands les gens de son parti ? Ses plaintes, nous ne saurions les conjuguer avec lui, dans cette fine dialectique où lorsque le parti est attaqué, c'est la classe ouvrière qui l'est.

Il y a bien longtemps que d'authentiques amis de la révolution ont compris et constaté, souvent à leurs dépens, que communisme ne rimait pas avec libération sociale.

M. Krasucki fait là, en réalité, un piètre numéro. Il devrait savoir que la politique est une sale guerre et

que l'on tire aussi sur les ambulances. Quel manque d'audace pour défendre sa cause, et pourquoi y mêler si ouvertement la CGT ? Ne confond-il pas l'intérêt de l'appareil et celui de la confédération ? Ne dit-il pas que « la CGT est directement et explicitement visée » ? Un aveu en quelque sorte où le sort du communisme et celui de la CGT sont implicitement liés. Est-ce grave ? Non, si l'avenir de la CGT est dans le sectarisme et l'isolement selon la formule léniniste : le parti se renforce en s'épurant. Oui, c'est grave, si l'on estime que contre la poussée puissante du capitalisme la priorité est de travailler à l'unité syndicale. Oui, c'est une erreur si l'on considère que cette unité, avant tout syndicaliste, n'a d'avenir d'indépendance des stratégies et des intérêts particuliers des partis. Pour ainsi être la juste réponse aux propositions de pôle syndical unitaire, faites récemment, et qui augurent d'une plus grande inféodation à la social-démocratie et aux rouages de l'Etat. Précisément, M. Krasucki ne s'inscrit pas dans cette perspective, et pour l'heure c'est plutôt la défense de son parti qui le mobilise. Il tente de nous convaincre que le « phénomène Ceaucescu » ne doit rien à qui que ce soit en France. Le message est clair. Le « parti frère » et son secrétaire général Georges Marchais n'y sont pour rien, le cas de la Roumanie serait spécifique.

Les aveux bidon

Puis, comme il n'est pas à une contradiction près, il décèle tout de même en France des gens qui étaient plus qu'au courant : « ces laudateurs de Ceaucescu... Eux seuls lui ont élevé un piédestal... ». « Ce sont les milieux qui se sont succédé au pouvoir en France ». Et de citer Cheysson qui convenait dans un élan poignant que la France avait fait preuve de faiblesse sur la question roumaine. La vérité étant qu'en matière diplomatique il y a peu de place pour les sentiments et la morale, Cheysson est l'homme aux aveux bidon. M. Krasucki fait mine de tenir le bon bout et réclame la transparence sur les rapports diplomatiques. Finalement, il s'échoue dans une conclusion-justification pitoyable : « la démocratie ne s'accommode pas du secret quand il n'est pas indispensable ». Qui décide lorsque c'est indispensable ?... Ce que l'on sait en tout cas, c'est qu'à chaque fois que des militants libres des préjugés politiques ont tenté de débattre à la CGT de la situation des peuples de l'Est, ils ont été heus, malmenés parfois, et toujours leurs interventions sont restées lettre morte.

M. Krasucki persiste dans le mensonge ; il participe de ce combat qui « détruit dans la conscience populaire l'idée qu'une autre forme de société que le capitalisme », ou des autres formes de l'exploitation de l'homme par l'homme soit possible. Quand certains désespèrent Billancourt, M. Krasucki désespère l'idéal révolutionnaire. Nous pourrions souhaiter sa démission, mais il est plus vraisemblable que c'est à coups de pied dans le cul que l'on se débarrasse de bureaucrates et des politiques. Des hommes comme Krasucki sont durs à écarter. Rivé au pouvoir et garant de la doctrine, il vaut ses pairs de l'Est, que seule la colère populaire arrive à déloger. La soif du pouvoir est la chose la mieux partagée à l'Est comme à l'Ouest et quoi qu'en dise M. Krasucki, en la matière, la fin justifie les moyens.

Bruno

(groupe du 11^e arrondissement)

Ecoutez
Radio-Libertaire
sur Paris
89.4 FM

Le centenaire du capital

NON, il ne s'agit pas de l'ouvrage du vieux Karl... Le (presque) centenaire en question (99 berges aux prunes), c'est Pinay, Antoine pour les intimes. Pinay, l'homme qui toute sa vie fut le dévoué serviteur, le commis-voyageur du capitalisme hexagonal.

Une certaine Christine Rimbaud vient de pondre une biographie du « sage » de Saint-Chamond. A cette occasion, l'illustre vieillard est passé à *Apostrophe*. Certes la main droite tremblote un peu, mais le cerveau est toujours agile. Il est des métiers qui conservent leur homme...

L'émission de Pivot fut, en quelque sorte, la canonisation, de son vivant, de Saint-Antoine de Saint-Chamond. Quelle unanimité dans l'éloge ! Ziegler lui-même, ce socialiste genevois renommé pour sa pugnacité, regretta que la Suisse n'ait pas eu de Pinay dans son personnel politique...

Comme on se trouvait entre gens bien élevés, personne n'a évoqué les années de guerre, Vichy, l'Occupation. Dans son bouquin, Christine Rimbaud passe rapidement sur cette période où Pinay fut membre du Conseil National de Pétain, une sorte de chambre consultative constituée de notables triés sur le volet.

L'auteur nous explique que, pour Pinay, l'Etat français et le vénérable maréchal — le boucher de Verdun — représentaient le retour aux vraies valeurs : famille, patrie, religion. Et il n'admettait pas qu'un général désobéisse à un maréchal. Ce qui n'a pas empêché le général en question d'en faire un ministre des Finances. Qui donc a prétendu que de Gaulle était rancunier ?...

Il y a quarante-cinq ans, j'ai eu entre les mains une photographie où l'on voyait monsieur Pinay, très digne, descendant, après l'office, les marches de la cathédrale Saint-Charles, à Saint-Etienne, en compagnie de fringants officiers de la Wehrmacht. A la Libération, sa tannerie fut mise sous séquestre pour cause, disait-on, de « collaboration économique », ce qui était profondément injuste, car il aurait fallu alors exproprier tout le patronat de France et de Navarre. Mais l'injustice ne perdura pas et Antoine retrouva rapidement ses ciris et peaux.

Il est vrai que, selon Christine Rimbaud, Pinay était un (presque) résistant. Figurez-vous qu'il avait sauvé de la déportation au moins une famille juive. A cette époque il était d'une élémentaire prudence d'avoir en réserve une famille juive qui, le moment voulu, pouvait témoigner : « Comment ose-t-on

importuner un si brave homme à qui nous devons tant ? » Parions que Papon lui-même a dû sauver une famille juive...

Aujourd'hui Pinay est unanimement respecté par la classe politique. Même les cocos le couvrent de fleurs et les politiciens de toutes couleurs, les ministres de gauche ou de droite viennent à Saint-Chamond consulter l'oracle. C'est qu'il a de l'expérience, le bonhomme ! Il a jugulé l'inflation, inventé le nouveau franc. Il avait aussi déclaré l'échelle mobile illégale (il a fallu un ministre socialiste, Auroux, pour ressortir, en 1982, ce décret d'un tiroir poussiéreux où pendant trois décennies on l'avait oublié...)

Par la suite, l'homme au chapeau rond a parcouru la planète comme démarcheur du patronat français et le *Canard enchaîné* nous a expliqué comment il embarqua le polytechnicien Giscard dans la désopilante affaire des « avions renifleurs », digne des aventures des *Pieds nickelés*.

De telles références lui permettent de distribuer les bons et les mauvais points. Mauvais points pour la droite dont les « luttes de personnes » le scandalise. Bons points pour Rocard et Bérégovoy qui, dit-il, « font ma politique ». La politique du Capital.

Sébastien BASSON

Bilan socialiste : tout sauf du social...

LE très officiel CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) vient de publier un rapport sur les Français et leurs revenus : le tournant des années 80 (1).

Ce document est un véritable réquisitoire contre la politique des revenus menée par le Parti socialiste au cours de cette décennie.

Des pauvres de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres ; des riches toujours plus riches : tel est le résumé de ce rapport par *Partage*, le mensuel du Syndicat des chômeurs.

Depuis juillet 1982, tous les salaires « banals » sont bloqués. Le revenu des autres, tous les autres, sont répartis à la hausse : les loyers, les salaires des cadres supérieurs par rapport aux non-qualifiés, les produits redistribués, les intérêts des rentiers..., et surtout les revenus de ceux qui fixent eux-mêmes leurs revenus : patrons, gros commerçants, professions libérales ! Qu'il faille que les ménages consomment moins pour diminuer le déficit de la balance commerciale fragilisée par les retards de l'investissement productif avant 1981, on peut le comprendre. Mais qu'en plus il ait fallu prendre aux plus démunis pour permettre aux plus riches de spéculer : il va falloir que messieurs Delors et Bérégovoy nous expliquent en quoi cela illustre le projet socialiste. Que les inégalités se creusent à nouveau après dix ans de gestion socialiste, voilà un bilan dont on entendrait peu parler au congrès du PS.

Quelle hypocrisie de s'étonner que le « peuple de gauche » (comme ils disent) s'abstienne aux élections, voire vote pour les racistes du Front national à force d'écœurement vis-à-vis de la politique politicienne et de dégradation de ses conditions de vie quotidienne !

Et que dire alors de l'absence de propositions concrètes en matière de lutte contre le chômage, alors que l'on sait très bien que l'introduction de nouvelles technologies va diminuer toujours



plus le temps de travail nécessaire à la production ! A moins que l'on ne se contente, tout en s'en défendant, d'une société à deux vitesses où les riches auront la bonté d'employer un(e) ou deux pauvres à temps partiel pour leurs courses ou s'occuper de leurs gamins : revocité le temps des serviteurs !

Seule une réduction du temps de travail constitue une réponse crédible et socialement acceptable au problème du chômage : « travailler moins pour travailler tous et toutes » est la seule façon de maintenir une cohésion sociale suffisante, cohérente, avec un projet de société solidaire.

C'est aussi une réponse économique et non démagogique au Front national qui se nourrit de chômage.

Mais, et il faut bien s'en rendre compte, et c'est là que nous ne sommes plus d'accord avec le *Piq'vert* (2), une telle solution est impossible dans le cadre du capitalisme. Ce système ne s'intéresse aux nouvelles techniques que parce qu'elles permettent d'accroître ses profits. Le capital se fout bien du bonheur des hommes. Et puis de toute façon les chômeurs lui servent comme moyen de pression psychologique sur les salariés. A qui n'a-t-on jamais dit : « Si t'es pas content, il y en a trois millions comme toi qui attendent dehors ».

Groupe « Germinal » d'Amiens

(1) Paru aux éditions la Découverte/la Documentation française.

(2) Toutes les informations de l'article sont tirées du *Piq'vert*, journal picard des Verts.

ACT-UP

Action directe contre le SIDA

ON a beaucoup parlé, on parle beaucoup du SIDA. Même à tort et à travers. On privilégie le spectacle, on exploite la maladie à des fins politiciennes... Mais en fait, les médias se taisent sur le quotidien des malades, informent partiellement, parfois avec complaisance, pudibonderie, quand ça n'est pas carrément de la « contre-information » : des tissus de mensonge. Ce qu'il reste ? C'est le silence. SILENCE = MORT.

La parole restait à prendre. Devant l'inertie du gouvernement, du ministère de la Santé, et même devant la lenteur des groupes déjà constitués de lutte contre le SIDA, ACT-UP Paris a vu le jour en juin 1989. Inspiré d'ACT-UP New-York, fondé par Larry Kramer, les groupes d'ACT-UP se multiplient de par le monde (San Francisco, Los Angeles, Berlin, Londres, et tout récemment Genève), à mesure que les gens prennent conscience des problèmes du SIDA. ACT-UP apporte quelque chose qui manquait : la colère, la désobéissance civile, le sentiment légitime de l'urgence d'un combat à mener, et surtout, la prise de parole de ceux et celles qui sont les premiers concernés par l'épidémie. COLERE = ACTION.



ACT-UP est un groupe d'activistes, et c'est, comme leur nom l'indique, par l'action directe qu'ils se manifestent (que cela soit dans un cadre légal ou en toute illégalité quand cela leur paraît nécessaire) : ils bloquent les chaussées en s'allongeant par terre (die-in) pour rappeler qu'il y a déjà 1 650 personnes qui sont mortes du SIDA, qu'il y a 8 052 malades déclarés (dont un tiers en Ile-de-France), et environ 350 000 séropositifs. Ils déroulent une banderole entre les tours de Notre-Dame (*Oui au capotes, non au SIDA*), quand l'Eglise prend position contre l'utilisation des préservatifs. Ils manifestent aux côtés des infirmières pour dire que l'AZT est trop cher et que cela crée des inégalités de soins entre les malades : (SIDA : L'ETAT MEURTIER). Actuellement, en plus de toutes leurs autres actions ponctuelles, ils se rassemblent tous les vendredis entre midi et 13 h, devant le ministère de la Santé, avenue de Ségur.

Action directe donc. Et pacifiste, rajoute Didier Lestrade, fondateur d'ACT-UP Paris (l'arrestation de plusieurs militants d'ACT-UP au mois de décembre, après une nuit de bombages dans Paris, le sera moins : insultes, brutalités policières, gardes à vue dans les commissariats... On connaît malheureusement trop bien ce genre de méthodes policières !)

La méthode d'action d'ACT-UP est simple : ils se réunissent une fois par semaine, le mardi. Là, ils décident des actions à venir. Pas de cartes de membres. Toutes les personnes présentes peuvent faire des propositions. On ne vous demandera pas si vous êtes lesbienne ou homosexuel, séropositif, toxico ou non. Dans le local de réunion, on trouve des brochures sur tout ce qui concerne la prévention et les dernières découvertes dans les traitements médicaux du SIDA. Une étape indispensable d'information : chaque membre d'ACT-UP doit être bien informé !

N'ayant pas de structures lourdes, ACT-UP se mobilise très vite : c'est là leur force. Leurs tracts sont simples, clairs et directs : « Nous voulons que tous se mobilisent individuellement ou collectivement pour que cessent l'exclusion et la peur », « Nous luttons contre les attitudes négatives liées au SIDA et freinant les progrès sociaux et scientifiques que chacun est en droit d'attendre », « Nous complétons l'action d'autres associations en jouant un rôle de sentinelle et de pression... », « Nous voulons que les médias adoptent enfin un regard positif et apportent leur part à la lutte, sans taire la réalité ni donner de faux espoirs ». « AGIR : ACTION = VIE ».

Voilà un exemple de lutte simple, mais efficace, que les gens peuvent mener quand ils décident de prendre leur vie en main. Et pour terminer, j'insisterai sur le fait qu'ACT-UP est un groupe mixte et que les femmes y ont leur place. C'est important de le souligner car, en ce qui concerne le SIDA, les femmes sont complètement exclues du débat, comme si la maladie les avait épargnées ; or, demain, un malade sur deux sera une femme.

ACT-UP Paris : tél. : 42.63.44.78, adresse postale : BP 231, 75822 Paris cedex 17.

YTAK

Bavure à Amiens

A croire que les journaux préfèrent les jeunes étudiants plutôt que les vieux ouvriers. Pour les médias, il semble qu'il vaille mieux mourir à Paris qu'en Picardie.

L'Etat, lui, ne fait pas de différence, « un bon manifestant est un manifestant oublié par la presse ».

Eh oui, les camarades, l'Etat développe partout la même logique. A Paris, pas de prison pour les assassins de Malik ; autant dire à tous les donneurs de bâton, qu'ils peuvent y aller, qu'ils peuvent battre à mort, qu'ils ne risquent rien. Désormais la répression aura la matraque facile...

Et Lucien Barbier, vous connaissez ?

Fin 86, Lucien est retraité et militant syndical à la CGT. Un beau matin, il a le malheur de vouloir manifester avec ses copains. Ce fut sa dernière manif. Un CRS le prend à partie et par une volée de coups, le bat à mort.

La CGT, sa famille, des associations, se sont mobilisées pour réclamer justice.

L'Etat leur a répondu et expliqué que la mort était due à la santé fragile de Lucien (à présent, camarade, avant la manif, passe chez ton docteur).

Voilà pour les arguments. Pour le crime, il a été déclaré un non-lieu.

Mais la meilleure, c'est que le tueur casqué a été promu dans la police, et surtout a été décoré de l'Ordre du mérite social.

La morale de notre triste histoire est mathématique : deux Beurs tuent un flic : 20 ans de prison ferme ; deux flics tuent un Beur : 0 ; un flic tue un ouvrier : 1 promotion + 1 décoration.

Enfin, l'en fait pas Lucien, on se souviendra de toi le jour où on ira porter aux bourgeois et à leur Etat l'addition de tous leurs crimes. Un jour, tout se paiera, et plus tôt qu'on ne le croit.

Groupe « Germinal » d'Amiens

P.S. : La manifestation de protestation contre le verdict du procès des assassins de Malik, et pour rappeler le souvenir de Lucien Barbier, a vu un nombre correct de manifestants. Aux cris

de : « Etudiants, lycéens, travailleurs, justice pour Lucien, justice pour Malik », le cortège s'ébranla dans une ambiance de censure médiatique : FR3 n'est pas venue et le *Courrier Picard* n'a pas passé le communiqué unitaire de seize organisations signataires (dont le groupe Germinal FA).

Les oubliés du bain

LIANCOURT, ville-étape des prisonniers handicapés français ou étrangers. A côté, à vol d'oiseau, un « château » qui laisserait penser que c'est le logis des handicapés incarcérés. Non ! C'est le « trois étoiles » du haut-lieu de la restauration du personnel pénitentiaire et de ses jouissances.

Dominant Liencourt de ses toits, ses fumées, s'élèvent trois bâtiments entourés d'un double grillage surmonté de chevaux de frise et, à chaque extrémité ou angle se profile un mirador.

C'est la « cour des miraculés » : culs-de-jatte, manchots, bancals, aveugles, cardiaques, hommes se propulsant dans de petites voitures. Ce petit monde est géré depuis 44 ans par une hiérarchie stéréotypée et modelée par les divers gouvernements.

Cardiaques qui tentent de ne pas faire l'infarctus fatal, unijambistes qui essaient de ne pas se casser la gueule en montant un escalier, aveugles cherchant leur chemin au point de mettre un clou à leur porte pour ne pas aller chez le voisin...

Des vrais et/ou des faux handicapés dans des fauteuils roulants qui circulent sur des pistes en partie défoncées.

Voilà, résumé, un lieu où autorités et visites officielles évitent de passer pour ne pas voir la misère !

Mitard sans eau courante, ni chauffage, ni WC. Ici, il n'y a pas d'argent. Le budget est trop maigre : chaque pensionnaire a un pécule de 150 F par mois.

Ce petit monde vivant pratiquement comme au temps de gavroche essaie d'avoir dans sa tête un semblant de dignité. Liencourt est une véritable réminiscence des moujiks, où sont parqués des sangrades, des exclus : les oubliés du bain.

J.-J. BEAUMONT

La « France debout »... et bras tendus ?

LE Gard a déjà le triste privilège d'avoir le seul maire Front national de l'Hexagone (de Chambrun à Saint-Gilles) ; en plus, nous avons Jean-Marie André. Celui-ci est maire de Beaucaire, petite ville de 13 000 habitants. Il s'était quelque peu fait remarquer, il y a quelques semaines déjà, lorsqu'il avait refusé l'accès des écoles aux enfants d'immigrés : le secteur antiraciste de la ville avait aussitôt réagi et la solidarité s'était vite mise en place. Des enseignants se chargèrent du ramassage des enfants, puisque les bus scolaires étaient de fait interdits aux enfants non-scolarisés ; même l'accès aux cantines fut interdit à certains enfants de « primo-arrivants », comme les appelle notre élu beaucairois. Rassemblements de protestation, intervention du préfet : tout, pour l'instant, semble être rentré dans l'ordre.

Le 31 janvier, l'élu prépara sa ville à recevoir le premier congrès de « France debout », organisation censée rassembler les élus français dont l'immigration est le seul cheval de bataille. Le terrain est fertile, il est vrai. Cinquante personnes étaient attendues, à peine une vingtaine se sont déplacées. Mais non des moindres : Pierre Bernard, le maire de Montfermeil, toujours sous le coup d'une inculpation pour « discrimination raciale », Gérard Dexepte (maire de Charvieu-Chavagneux, Isère) qui a interdit les cours d'arabe sur sa commune...

Cependant, n'allez pas faire un amalgame trop rapide entre « France debout » et les nazillons du FN ! D'ailleurs Charles de Chambrun, lui, n'a pas été invité. Il a par ailleurs précisé : « ... Cela ne me paraît ni correct, ni adéquat, d'utiliser des enfants comme éléments de chantage vis-à-vis de l'Etat ». Tu parles, Charles ! Raciste, mais pas méchant pour un sou ? Le refrain est connu.

Une tournée de « France debout » est prévue. Ses membres pensent ainsi pouvoir diffuser une mystérieuse « charte des droits et des devoirs de l'étranger », véritable base pour un futur apartheid.

On ne doit pas laisser ces gens-là continuer à sévir. Espérons que le mouvement antiraciste et antifasciste saura répondre avec rigueur. Ce qui a manqué ici, dans le Gard.

Daniel (liaison Gard)

N° 775 JEUDI 1^{er} MARS

Chômeurs et précaires : vive la fête !

LE 18 janvier, des membres de l'Assemblée des chômeurs et des précaires en lutte (ACPL) ont occupé une agence interprofessionnelle de l'ANPE située au 1, cité Griset, dans le XI^e arrondissement de Paris. Cette agence qui communique avec les locaux de la Direction départementale de l'ANPE a été évacuée aux alentours de 21 h par la police et s'est soldée par vingt-deux interpellations. L'agence Paris-Jaurès du 27, rue du Maroc dans le XIX^e est occupée à son tour (cf. *Monde libertaire* du 7 décembre 89) pour la mise en place de panneaux d'affichage et de communication inter-chômeurs dans les ANPE (revendication de l'ACPL). Le seul résultat est une entrevue avec la direction départementale sous quinzaine. La direction veut se donner du temps pour résoudre un problème qui, selon elle, est « politique » et délicat, d'autant plus qu'il entre dans le cadre des 146 mesures favorisant l'amélioration de la vie des chômeurs adoptées au conseil des ministres, mais dont le décret n'a pas été publié.

A un problème « politique », la direction donne une réponse politique et tout-à-fait en rapport avec la situation : « Il n'est pas question pour l'instant de concevoir la moindre mesure de ce genre tant que le décret d'application n'est pas publié, d'autant plus qu'une décision d'un conseil d'administration de 1984 stipule l'interdiction aux chômeurs de gérer un panneau d'affichage situé dans les locaux d'une ANPE ».

Ce à quoi les membres de l'ACPL présents lors de cette entrevue ont rétorqué : « Comment pouvez-vous nous soumettre une décision prise en 1984 pour un problème de 1989, surtout qu'une décision du conseil des ministres va dans le sens de nos revendications. Vos décrets ridicules n'arrangent rien à la situation alarmante d'isolement et de désarroi des chômeurs et des précaires ».

L'ACPL considère que les chômeurs et usagers de l'ANPE ont le droit de jouer, comme tous les citoyens, de la libre communication. A part les prisonniers et les militaires, tout le monde a ce droit.

Afin de mieux se faire entendre, une occupation-fête est décidée en assemblée générale. Il n'est plus question d'obtenir de nouvelles négociations avec des responsables irresponsables. Tout en faisant la fête, nous imposons notre légitimité sur les lieux de notre asservissement. Et ça marche. Depuis cette occupation, dans certaines ANPE de l'Est parisien, des permanences juridiques sont tenues par des membres de l'ACPL avec biscuits et café (ça met de l'ambiance).

L'ACPL n'est pas un comité de chômeurs, mais une assemblée où tout le monde peut venir. Nous avons deux objectifs : l'entraide et la résolution des problèmes individuels de manière collective et la mise en avant des revendications communes de tous les chômeurs et précaires. C'est donc une structure assembléiste refusant toute forme de pouvoir et tout misérabilisme.

Bien que souvent citée par la presse, l'ACPL n'en demeure pas moins une structure à l'état embryonnaire en train de discuter sa plateforme.

Une initiative à suivre de très près...

Albert (groupe Cafiero)

* L'ACPL se réunit chaque samedi de 14 h à 18 h au 9, rue Clavel, Paris-19^e (métro : Pyrénées) et anime deux émissions : « Extrêmes-limites » le jeudi de 9 h 30 à 12 h sur Radio Libertaire (89,4) et de 18 h 30 à 20 h 30 sur Radio Lucrèce (106,7). Pour toute suggestion ou contact, une boîte aux lettres est à disposition à Publico. Il y a aussi un numéro de téléphone : 42.03.95.23.

PARIS

Le Salon des alternatives

Le Salon des Alternatives aura lieu du 14 au 19 mars 1990, 30, quai d'Austerlitz dans le XIII^e arrondissement à Paris. Les billets : 20 F, avec 20% de réduction, sont disponibles en écrivant, en joignant une enveloppe timbrée, à *Vivre et travailler autrement*, centre du Fraysse, 46170 Castelnau-Montrater. Des bons de réduction de 50% sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Avec, entre autres, au programme :

- mercredi 14 mars :
 - 17 h 30 : campagne contre le « protocole d'accords Armée-Education », avec l'Union pacifiste de France et Reflex ;
 - jeudi 15 mars :
 - 13 h 30 : les nouveaux chômeurs et actions collectives, avec la revue *Cash* et l'émission Extrême Limite de Radio-Libertaire ;
 - 19 h 30 : le mouvement libertaire aujourd'hui : radio, presse, action avec la FA ;
 - vendredi 16 mars :
 - 17 h 30 : *Un otro futuro (Un autre futur)*, film sur les expériences espagnoles autogestionnaires de la période 36-39 ;
 - samedi 17 mars :
 - 13 h 30 : syndicalisme autrement, avec la CNT-AIT, SUD-PTT, des coordinations ;
 - 13 h 30 : le logement : les solutions ? Avec le Comité des mal-logés, LEP, Aide aux sans-logis, Les Compagnons de la Nuit ;
 - dimanche 18 mars :
 - 15 h 30 : les femmes dans l'Intifada : organisation de coopératives et agriculture, avec Ginette Skandrani.

Rénovation à Paris-18^e

A U nom de la réhabilitation du quartier de la Goutte-d'Or, la rénovation est en marche, au rythme des pelleuses. Des pans entiers d'immeubles anciens, que l'on a laissé se dégrader au fil des ans, subissent le lifting radical orchestré par la ville de Paris. Six hectares situés entre les boulevards de la Chapelle et de Barbès, les rues des Poissonniers, Polonceau, Jessaint et les voies SNCF sont livrés à la démolition. Impuissants, les riverains assistent à ce bouleversement qui donnera naissance à des immeubles sans âme, d'où seront exclus les actuels habitants. Dans

Front national lors des prochaines municipales. Plus « franchouillard » que moi, tu meurs !

Je laisse crouler, j'expulse, et l'affaire est dans le sac. Propriétaires, élus et promoteurs accordent leurs violons sur le dos des pauvres parmi les plus pauvres : immigrés, personnes âgées, jeunes ménages, etc., rejetés en banlieue.

Le vieux Paris, populaire et historique, doit disparaître. Entre le boulevard Ney et la rue Liebnitz, les bulldozers doivent bientôt s'activer. Le verdict est tombé il y



Le quartier de la Goutte-d'Or.

moins de dix ans, il ne restera rien de ce que l'on connaît. Rue Polonceau s'érigera l'hôtel de police à l'automne 90. Suivront ensuite, à en croire la mairie, des logements et des équipements sociaux en 1991. Le nouveau quartier de la Goutte-d'Or devrait être achevé en 1995. Triomphalement *Le Parisien* annonce que 3 500 logements auront été pris en compte. Mille neuf cents seront réhabilités et 650 reconstruits. Huit mille personnes seraient concernées. Ce que l'on ne nous dit pas, c'est à quel prix. Gageons que les loyers subiront une hausse qui contraindra bien du monde à céder la place à d'autres.

Pour l'heure, dans le quartier, la population française est minoritaire (40% des familles). Au regard de cette donnée, on peut raisonnablement penser que sous couvert de réhabilitation, les élus RPR s'emploient à reconquérir le terrain pour damer le pion au

a deux ans. Les maisonnettes constituant la cité ouvrière de la Moskova sont appelées à céder la place à des immeubles. Sous prétexte d'insalubrité, on préfère raser plutôt que de sauvegarder un témoignage du Paris populaire.

Contre cette politique, un comité de défense, fort de plusieurs centaines d'adhérents, s'est constitué. Il s'agit de l'association Moskova, soutenue dans son entreprise par Paris-Ecologie.

Depuis 1914, assure-t-on, des promesses d'amélioration ont été faites en vain aux localitaires. Ceux-ci, de par leur condition modeste, ne peuvent prendre en compte les travaux d'embellie. Alors que les anciens semblent accepter avec fatalisme la rénovation radicale, les plus jeunes s'emploient avec énergie à buter les démolisseurs hors de la Moskova, voulant ainsi préserver l'aspect traditionnel du quartier.

Claude NEPPER

N° 775 JEUDI 1^{er} MARS

GRECE

Les arcanes du fascisme

CET article a été réalisé d'après un entretien avec un membre de l'Anarchist Black Cross d'Athènes et Bernard pour le Monde libertaire.

— **ML** : Quelles sont les origines du fascisme actuel en Grèce ?

— **ABC** : Beaucoup de fascistes puisent leurs sources dans la Grèce ancienne et byzantine. Ils disent croire aux dieux olympiens et considèrent Constantinople comme la vraie capitale de l'empire grec. Cela justifie un racisme contre les Turcs très vivace dans ces milieux. Cela fait également référence à « la Grande Idée de l'hellénisme nouveau » qui prône l'invasion de la Turquie et la prise d'Istanbul afin de reconstituer l'empire byzantin. Cette « Grande Idée », très en vogue de 1880 à 1930 environ, est liée au national-socialisme et à l'antisémitisme clairement exprimés dans certains journaux néo-nazis d'aujourd'hui.

— **ML** : Dans les années 30 et ensuite, pendant la guerre, quels ont été les rapports entre les fascistes grecs et ceux de l'axe Rome-Berlin ?

— **ABC** : En 1936, G. Métafas instaure une dictature de type fasciste très proche des régimes de Franco ou d'Hitler. Il avait ainsi organisé des jeunesses nationales enrôlées dès 12-13 ans et qui portaient uniformes et fausses armes. Le gouvernement s'est mis en place avec la bénédiction du roi. Les royalistes et les fascistes ont en Grèce des liens très étroits.

Quand la guerre a éclaté en Europe, le roi était favorable à l'Allemagne nazie, mais ce n'était pas du goût des Alliés, fortement implantés en Grèce, et qui ont soutenu la Résistance contre l'invasion des fascistes italiens. Mais la Résistance grecque a plié et l'Allemagne du III^e Reich a occupé le pays. A ce moment, les fascistes grecs se sont divisés : les uns — nationalistes — se sont opposés aux Allemands, les autres — national-socialistes — ont collaboré. Après la déroute de l'axe et son départ, la guerre civile éclate. Sous les auspices des forces alliées, les fascistes (collabos et nationalistes) combattent l'armée de libération (communiste) de la Grèce.

— **ML** : Après la guerre, que se passe-t-il ?

— **ABC** : Quand la guerre civile se termine en 1949, une grande partie de l'armée communiste se réfugie en Union soviétique. Comptant un grand nombre de non-communistes : trotskistes, anarchistes, elle sera décimée sous le régime stalinien. A l'intérieur du pays, le massacre se poursuit. Des royalistes revanchards ont exilé des communistes et des anarchistes, quand ils ne les torturaient pas ou ne les exécutaient pas sommairement.

— **ML** : Comment s'est mise en place la dictature des Colonels ?

— **ABC** : Le 21 avril 1967, Papadopoulos et des officiers de l'armée mènent le coup d'Etat et prennent le pouvoir. Ils avaient bien préparé la situation avec une série d'attentats qu'ils avaient attribués aux communistes et en installant la peur et la terreur parmi la population. La Grèce en arriva ainsi à accepter le coup d'Etat et il n'y a pas eu de résistance à la dictature dans les premières années.

Le 21 avril, jour du coup d'Etat, 20 000 membres de la Gauche Démocratique Unifiée (derrière

laquelle se cachent beaucoup de communistes, le PC étant interdit depuis 1936) sont arrêtés et mis dans des stades. La plupart sont libérés peu après, mais 5 000 personnes sont exilées dans les îles. L'armée et le pivot de la dictature et la population la craint beaucoup. Les fascistes ont bien entendu soutenu le régime militaire.

— **ML** : Au lendemain de la dictature, en 1974, comment s'organise le mouvement néo-fasciste ?

— **ABC** : Après la chute de la dictature, les nostalgiques du régime créent un nouveau parti : l'Union politique nationale, qui a pour président l'ex-dictateur incarcéré : Papadopoulos.

— **ML** : Ce parti, l'UPN, s'est-il présenté aux élections ?

— **ABC** : Oui, aux élections législatives de 1977, l'UPN a obtenu cinq sièges à l'Assemblée nationale. En 1981, ils ont reçu un siège au Parlement européen ; ils l'ont gardé en 1985.

En juin 89, aux élections législatives, les fascistes ont recueilli 0,05% des suffrages. Cela s'explique par le report à peu près systématique des votes d'extrême droite sur la « Nouvelle Démocratie » (parti de la droite traditionnel et des vétérans de la dictature).

— **ML** : A part le parti dont on vient de parler, la tendance néo-fasciste s'organise-t-elle ?

— **ABC** : Oui, il existe plusieurs groupes qui pour la plupart publient des revues ou financent l'édition de livres nazis, de discours d'Hitler... Ils développent parfois des tendances un peu différentes, mais cela tourne toujours autour du nationalisme, de l'antisémitisme, etc. Le « Mouvement Nationaliste Unifié » a des penchants abstentionnistes et antiparlementaires. Un autre groupe nommé « Aurore Dorée » est quant à lui ouvertement nazi et son emblème est la croix gammée ; il y a des liens étroits avec les fascistes espagnols et italiens, et les « Front national » anglais et français. Il exalte la « Grande Idée » et l'antisémitisme, de même que le *But*, un autre journal néo-fasciste souvent acheté par les officiers de l'armée et la police. La publication appelle régulièrement ses lecteurs à se révolter contre le pourrissement de la démocratie pour mettre en place une dictature nouvelle. *L'Heure libre* est, quant à lui, un journal royaliste d'extrême droite.

— **ML** : Existe-t-il des relations entre les partis politiques traditionnels et ces groupes néo-fascistes ?

— **ABC** : Oui, les liens sont nombreux et étroits. Avec le PASOK (Mouvement socialiste manhellénique), c'est flagrant, même si après 1981 ce parti a fait de la propagande antifasciste, uniquement verbale il est vrai. En 1984, le gouvernement socialiste donnait de l'argent aux journaux néo-fascistes. G. Kapsalis qui édite le *But*, écrit sous un pseudonyme dans *Auriani*, l'organe presque officiel du PASOK. Le *But* lui-même a publié l'identité de hautes figures de la « Nouvelle Démocratie » qui ont été liées au régime militaire, donnant ainsi de l'eau au moulin du

PASOK. Souvent un article paraissant dans le *But* ou *Heure libre* passe un peu plus tard dans *Auriani*. Au sein de ce dernier, financé par le PASOK, les penchants fascistes sont très sensibles. Ainsi dans l'un de ses derniers numéros, un article à propos des anarchistes grecs soutenait, je cite qu'« un juif contrôlait le mouvement anar et qu'il était lui-même piloté par les sionnistes de l'ambassade israélienne d'Athènes ».

Cette dénonciation du compromis PASOK-fachos entreprise par les anarchistes est maintenant connue et reprise par des quotidiens d'Athènes qui montrent les liens étroits qui unissent le PASOK et des journaux néo-nazis.

— **ML** : Les relations de la « Nouvelle Démocratie » avec cette mouvance néo-fasciste sont-elles aussi fortes ?

— **ABC** : Evidemment. Aux élections de juin 89, une dizaine de cadres de la dictature militaire ont été élus députés à l'Assemblée nationale au sein de ce parti. L'attitude de certains membres de la ND à propos des anarchistes est tout à fait symptomatique. L'un d'eux a en effet déclaré dans une interview parue dans le journal du parti qu'il fallait en finir une fois pour toutes avec les anarchistes et que lorsque ND serait au pouvoir, on les exterminerait comme des rats. Cela me rappelle que le ministre socialiste de l'ordre public (ministre de l'Intérieur) a dit un jour : « il faut exterminer les anarchistes comme des fourmis »... Sans commentaire.

— **ML** : Mis à part les groupes d'extrême droite dont on vient de parler et les relations qu'ils entretiennent avec les partis politiques traditionnels, peut-on déceler une pénétration des idées fascistes dans la société ?

— **ABC** : Sans doute, mais encore faut-il bien définir ce qu'on entend par « fasciste ». Pour la majorité de la population, le fascisme c'est la droite, et le PASOK le combat. On a pu voir à quel point ce raisonnement est faux. L'attitude populiste des partis politiques et du PASOK en particulier contribue à banaliser ses thèses. On peut déceler dans certains milieux une certaine forme de fascisme social qui s'exprime par le sexisme et le machisme des mâles.

Le fascisme au quotidien, en Grèce, c'est aussi le racisme, particulièrement à l'encontre des Turcs (la minorité turque vit au nord de la Grèce), des Slaves (beaucoup vivent en Macédoine) et des immigrés égyptiens et pakistanais.

Les violences policières incessantes sont aussi caractéristiques d'une fascisation de la société. Elles ont été innombrables sous le régime du PASOK et ont plusieurs fois causé la mort de personnes. Ainsi, en 1985, un flic (Mélistas) a abattu un jeune de 15 ans. Défendu par deux avocats communistes élus députés en juin 89, Mélistas a été purement et simplement acquitté ! Quand il y a des manifestations, les cortèges sont régulièrement attaqués par les forces de l'ordre qui ne lésinent pas sur la matraque.

— **ML** : Quelles sont les répliques à cette situation et quelles formes prend l'antifascisme en Grèce ?

— **ABC** : Il y a beaucoup de conflits entre la jeunesse communiste, anti-autoritaire, punk et les fachos. Cela se manifeste par la destruction de tables de presse ou par des cocktails molotov lancés contre deux librairies fascistes d'Athènes.

Sur le plan théorique, il y a beaucoup de confrontations. Il existe des journaux antifascistes dans leur mentalité, même s'ils appartiennent à des capitalistes ou à la gauche grecque. Les anarchistes particulièrement font de la propagande contre le fascisme social et quotidien. Dans ce domaine la manifestation anarchiste la plus importante ces dernières années a eu lieu en décembre 84, alors que Le Pen venait en Grèce pour une conférence fasciste internationale. La rencontre se donnait pour but la libération de fachos emprisonnés après la chute du régime militaire (dont Papadopoulos). Le Pen fut qualifié de « persona non grata » dans la presse ; le PC et le PASOK organisèrent une manifestation devant l'Assemblée nationale qui réunit cinq cents personnes. A l'appel des anarchistes et alternatifs, environ sept mille manifestants se groupèrent devant

l'hôtel où avait lieu la rencontre. Des cocktails furent lancés sur l'établissement. La police dispersa manu militari la foule et arrêta quatre personnes accusées de haute trahison. Cette accusation n'était pas la décision arbitraire d'un juge ou d'un procureur, mais celle bien intentionnelle du gouvernement socialiste. Une manifestation de soutien fut organisée lors de leur jugement. Elle fut interdite alors que le jour-même les néo-fascistes manifestaient au centre d'Athènes. Lors du meeting anti-fasciste organisé ce soir-là, la police assiégea la salle et les participants à sortir les mains en l'air. Les 172 personnes passèrent en procès et furent déclarées heureusement innocentes. Ces aléas sont un exemple de plus de l'attitude fascisante du gouvernement grec.

Retranscrit par Thérèse (gr. « Humeurs noires » de Lille)

La situation sociale actuelle en Grèce

— 1985 : Mélistas, un flic grec, abat dans la rue un jeune libertaire de 15 ans : Mihalis Kaltésas.

— Fin janvier 1990 : Après plusieurs reports, appels... Mélistas est innocenté devant la cour d'Appel d'Athènes.

— A partir du 26 janvier, les étudiants occupent leurs locaux (l'Ecole polytechnique d'Athènes) pour protester contre le système judiciaire grec.

La police est intervenue le premier jour pour déloger les occupants... En vain, et n'est pas réapparue dans l'Ecole (elle est omniprésente à l'extérieur) depuis ce jour.

Des concerts en plein air ont été organisés en soutien à l'occupation (27 janvier - 6 février).

D'autres villes ont emboîté le pas d'Athènes et leurs fachs ont été occupées, telles Salonique (jusqu'au 6 février), Joannina, Réthynino (Crète), Patras.

Des lycées d'Athènes sont également en grève. De nombreuses manifestations ont été organisées dans les grandes villes (20 000 participants à Athènes le 31 janvier). Le 2 février, les étudiants athéniens de philosophie ont occupé pendant trois heures le secrétariat de la Jeunesse au ministère de l'Education.

Tous les partis politiques ont signifié leur opposition à l'occupation.

Le 5 février, les deux grands partis grecs : PASOK (PS) et Nouvelle Démocratie (droite conservatrice) ont encouragé « la jeunesse de leurs partis » à faire cesser l'occupation. Les jeunes du PASOK et de ND se sont retrouvés 400 face aux 3 000 occupants... Ils ont rapidement battu en retraite !

La situation sociale actuelle est très explosive, et les grèves se multiplient.

Le lundi 5 février, les anarchistes ont occupé les locaux de l'Association des Avocats d'Athènes en solidarité avec les étudiants et pour protester contre l'état des prisons.

Les étudiants, en solidarité avec les employés grévistes de la Banque de Crédit (banque privée) ont occupé les locaux de la banque et se sont affrontés aux CRS.

Il y a aussi une grève des contrôleurs aériens, des hôpitaux, grève des employés de l'électricité ; les producteurs de tabac, eux aussi en

grève, ont interdit l'accès de la police et de l'armée dans leur région (Lamia).

Le climat politique se dégrade. Mityokakis (président de la Nouvelle Démocratie) a carrément dit que la Grèce était sous l'occupation anarchiste !

Au Nord de la Grèce, il y a aussi des troubles religieux qui opposent les chrétiens et les musulmans. A cette occasion, le racisme anti-turc est exacerbé. En contre-partie, il est important de préciser que des anarchistes turcs participent à l'occupation sans distinction ni problème avec les autres étudiants.

Jusqu'à maintenant, la police n'intervient pas à l'intérieur de l'école, mais sévit violemment à l'extérieur. Ainsi une dizaine de passants qui circulaient aux abords de l'école ont été arrêtés. Ils ont déclaré dans des journaux grecs (avec photo à l'appui) avoir subi des violences et avoir été obligés de crier « Vive la police » et « Mélistas est un héros ».

Tout est tenté pour faire arrêter l'occupation. Le procureur général d'Athènes a entamé une procédure de poursuite des occupants pour dommages et atteintes à l'ordre public. Le mardi 6 février, Manikas, le ministre de l'Intérieur, a donné à la presse le nom d'une vingtaine de personnes qu'il juge responsables de l'occupation. Parmi ces personnes figurent des anarchistes dans le colimateur de la police depuis longtemps. Cette manœuvre policière permettrait d'entraver leurs activités pendant quelques temps. Les anarchistes grecs ont plus que jamais besoin de notre soutien.

Au gouvernement, les avis divergent : le sous-ministre (peut-être secrétaire de l'Enseignement supérieur) veut faire intervenir la police, le ministre de l'Education est contre.

Au sein des occupants mêmes, le temps n'est plus à la conciliation. Le 8 février, l'Union des Etudiants a manifesté contre la relaxe de Mélistas et contre l'occupation de l'Ecole polytechnique, invoquant la période d'examen qui approche !...

La Confédération générale du Travail (pro-gouvernementale) a également défilé le 9 février pour la révision du procès et contre l'occupation.

FRANCE

Non aux extraditions des Irlandais

En juillet 1989 s'est déroulé le sommet des chefs d'Etats et de gouvernements à l'Arche de la Défense ; sommet de la Tontomégalomania s'il en est. Le quadrillage policier est à la hauteur du spectacle. La présence de Thatcher inquiète particulièrement la police et les services secrets. La DST passe donc à l'acte et arrête, dans l'est de la France, trois ressortissants irlandais : Patrick Murray, Donogh O'Kane et Pauline

Drumm. Ils sont inculpés de fausse identité et de détention de substance pouvant servir à la confection d'explosifs, en l'occurrence des détonateurs trouvés lors d'une perquisition ultérieure, sur leur lieu de séjour.

L'affaire, relevant de la Correctionnelle, est confiée au super-juriste anti-terroriste Bruguière. Mais elle n'en reste pas là. Des adresses en Allemagne fédérale ont été découvertes également

par les policiers. Durant les mois et semaines précédents, l'IRA a frappé plusieurs fois en Allemagne des troupes d'occupation britanniques. Les régiments de sa Gracieuse Majesté alternent en effet les séjours en Irlande du Nord et en Allemagne, et sont donc considérés comme des cibles légitimes par l'organisation républicaine. Les autorités allemandes demandent donc l'extradition des trois Irlandais pour deux opérations commises sur son territoire.

L'avis sera rendu le 7 mars prochain. L'enjeu est de taille et dépasse largement le cadre de la lutte irlandaise. En effet, cet avis sera le premier en France à être examiné selon la Convention européenne pour la répression du terrorisme de 1977, ratifiée par le gouvernement Chirac en 1986.

Auparavant, la Convention européenne de 1957 permettait à la partie requise de refuser l'extradition pour des infractions motivées par des buts politiques. La nouvelle législation exclut du champ politique l'utilisation de la violence armée. L'Etat ne reconnaît comme légitime que sa propre violence, c'est bien connu.

L'avocat des trois Irlandais, Maître Antoine Comte, peut néanmoins s'appuyer sur la loi d'extradition du 10 mars 1927 qui stipule que l'extradition ne peut être accordée pour des actes commis au cours d'une guerre civile ou d'une insurrection, par l'un ou l'autre des partis engagés.

Or, c'est bien d'une guerre qu'il s'agit. Les opérations militaires, de la part de l'IRA ou des forces de sécurité, sont quotidiennes en Irlande du Nord ; des milliers de soldats y sont déployés. Des exécutions sans procès, des actes de guerre par excellence au regard du droit et sont régulièrement commis, y compris hors d'Irlande ; comme l'exécution de trois volon-

naires de l'IRA à Gibraltar en 1988 par les SAS, les troupes d'élite britanniques.

Notre propre histoire montre que les terroristes d'un jour deviennent des résistants le lendemain. Il serait prétentieux de juger, de Paris, de la justesse du choix du mouvement républicain irlandais d'employer les armes contre l'impérialisme britannique.

Il serait dangereux de conditionner notre opposition à l'extradition de ces trois républicains irlandais à la critique que nous faisons de leur but et objectif politique. L'enjeu est bien la réduction d'un espace de liberté concédé jusque là à tout militant politique. Ne laissons pas bâtir pour d'autres des forteresses dans lesquelles nous pourrions atterrir un jour.

Tous ceux qui refusent que toute lutte politique violente soit criminalisée ; tous ceux qui refusent la confiscation et le monopole de la violence légitime par l'Etat ; tous ceux qui pensent que le droit de prendre les armes contre l'oppression est une réalité à laquelle tout mouvement révolutionnaire peut un jour être confronté, face au niveau de violence et de répression qu'un Etat peut imposer : tous ceux-là peuvent témoigner leur opposition à l'extradition de Patrick Murray, de Donogh O'Kane et de Pauline Drumm mercredi 7 mars à 14 heures, chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris.

Denis MARCHAND
(gr. Francisco-Sabate)

Pour écrire :

— Pauline Drumm : 22842D, MAF Fleury-Mérogis ;
— Donogh O'Kane : 238514E, MA de la Santé, Paris ;
— Patrick Murray : 795198W, MA de Fresnes.

USA

Accès libre pour les anarchistes

Tout comme le Vatican, il y a quelques années, a reconnu que la terre était ronde, la queue basse, par une loi signée le 16 février 1990 par Georges Bush, il est de nouveau permis aux anarchistes et communistes de pénétrer et immigrer sur le territoire des Etats-Unis.

Ça faisait un peu désordre pour la plus grande démocratie du monde. Cette mesure découlaient des rapports mouleux entre les anarchistes américains, souvent d'origine italienne, juive ou allemande, et le gouvernement américain. L'exemple le plus flagrant est celui des martyrs de Haymarket à Chicago, tous immigrés, à l'origine de la célébration du Premier Mai. L'assassinat du président Mac Kinley en 1901 avait causé de nombreux heurts et problèmes aux anarchistes américains et à ceux qui désiraient s'y installer. A la fin de la Première Guerre mondiale, il y eut une vague « anti-rouges » et anti-immigrés aux Etats-Unis par peur de la Révolution russe. De nombreux militants révolutionnaires ou syndicalistes furent assassinés, pourchassés ou expulsés vers la Russie soviétique, comme Emma Goldman et Alexandre Berkman. Cette terreur s'acheva avec l'affaire Sacco et Vanzetti.

La guerre froide et le mac carthysme nous lièrent aux communistes dans une loi de 1952 qui permettait de refouler les anarchistes, communistes et partisans des régimes totalitaires hors des Etats-Unis. Pour obtenir un visa, il y a peu de temps il fallait s'engager à n'appartenir ni au PC, ni à la CGT, ni à tout autre groupe révolutionnaire. Nous, anarchistes, nous sentons un peu plus libres pour circuler. Il ne reste plus au gouvernement français qu'à abroger les lois sclérotées de 1894, afin que nous soyons libres de penser et d'écrire officiellement.

Philippe SPEC

SUISSE
Attention
au
fichage !

Ce n'est ni au Chili ni en Chine populaire, mais chez nos voisins suisses. Dans un pays peuplé de plus de six millions d'habitants, neuf cent mille citoyens ont été fichés par la police. L'armée, pas en reste, a mis en fiches cinq mille soldats et officiers jugés peu sûrs en cas de conflit. Le ministère public, de son côté, s'est employé à constituer des fichiers sur dix mille fonctionnaires jugés rétifs aux directives administratives, ainsi que de nombreux militants de gauche, des autonomistes jurassiens, et autres contestataires. Stupeur dans les cantons et scandale à la clef. Un de plus dans un pays qui pourtant se veut « clean ». Sous ses aspects polis, la société helvétique multiplie les magouilles ; dont celle du blanchiment des narco-dollars par les

banques suisses n'est pas des moins. La presse française a beau jeu de souligner cette tendance qu'ont les Suisses à nager en eaux troubles, c'est un peu vite oublier que l'Hexagone a lui aussi ses petits scandales : les avions « renifleurs », l'affaire Chaumet, les turpitudes de Carrefour du développement, etc. Et si à cela devait s'ajouter un outrageant fichage, malgré les dénégations de la commission « Sécurité et Liberté » qui prétend veiller au grain, on imagine quelle serait l'ampleur de la chose dans un pays de cinquante-six millions d'habitants. A propos, braves gens, le 5 mars débute le recensement national auquel nous avons droit à intervalles réguliers. Le fichage c'est aussi cela.

Claude NEPPER

CHINE

Le réveil d'un syndicalisme indépendant

YUE WU, un des rescapés de la place Tien Anmen, nous exposait brièvement, il y a quelques semaines dans « le Monde libertaire », la situation en Chine après les événements sanglants de juin 89. Il nous raconte ici, plus longuement, la vie des travailleurs là-bas et le fonctionnement de cette jeune « Fédération Autonome des Ouvriers de Pékin » dont il est l'un des animateurs.

— ML : Y a-t-il une classe ouvrière en Chine et quels sont les grands secteurs d'activités ?

— Yue Wu : Pour la classe ouvrière chinoise, le secteur de l'industrie lourde est très important, bien plus que l'industrie légère, notamment la métallurgie, les aciéries, les industries pétrochimiques, les transports ferroviaires et l'extraction des minerais.

— ML : Et le textile est rangé dans l'industrie légère ?

— YW : Oui.

— ML : Quelles sont les conditions de travail des travailleurs chinois, les salaires, la durée du travail, la sécurité, l'hygiène ?

— YW : Le salaire des ouvriers est parmi les plus bas salaires

dans le monde. D'après les statistiques officielles de 1986, le salaire mensuel moyen d'un ouvrier chinois était de 90 yuans (1 yuan vaut 1,40 F), c'est-à-dire, compte-tenu de la différence du niveau de vie, l'équivalent de un vingtième du salaire d'un ouvrier en Angleterre ou en France. La durée de temps de travail est de huit heures par jour avec un seul jour de repos hebdomadaire. De très nombreux accidents se produisent dans les usines chinoises en raison de la recherche de productivité et de la hausse du rendement au détriment des mesures de sécurité.

— ML : Au-delà de ces données rapides sur les conditions de travail de l'ouvrier chinois, où en est l'organisation du travail : taylorisme ou autre forme ? Y a-t-il parcellisation

des tâches ou bien des tâches autonomes et « enrichies » comme on prétend qu'il y a en Europe ?

— YW : Dans l'industrie lourde comme dans l'industrie légère, ce qu'il y a de plus fréquent en Chine c'est le travail à la chaîne. La productivité est faible et la démocratie inexistante. Selon des statistiques officielles, la productivité d'un ouvrier chinois est en pourcentage d'environ de 77% de celle d'un ouvrier américain.

— ML : Il y a donc une organisation du travail de même nature que celle qui perdure en Europe, avec une productivité plus basse. Quel est le rôle de la hiérarchie et quelle est la nature de la discipline dans les entreprises ?

— YW : La majorité des entreprises en Chine sont des entreprises d'Etat. Non seulement le contrôle de la hiérarchie s'exerce dans le domaine de la production, mais aussi sur la vie quotidienne des ouvriers. A tous les niveaux, il y a des cadres du parti qui contrôlent les aspects de la vie quoti-

dienne — contrôles de la production et contrôles idéologiques permanents. Les cadres du parti peuvent intervenir aussi dans le domaine de la vie familiale, pour la naissance des enfants, dans les rapports personnels des individus.

— ML : La hiérarchie a-t-elle le pouvoir de sanctionner par voie de licenciements, brimades au niveau des salaires, des primes ou des modifications de poste ?

— YW : Les ouvriers sont dépourvus de droits face aux cadres du parti. Ils peuvent être licenciés s'ils sont jugés insuffisamment productifs. Ils peuvent être emprisonnés. Les sanctions sont sans appel.

— ML : Quel est le rôle des cadres du parti dans l'organisation du travail en Chine ? Quel est le rôle des syndicats officiels : gestion des activités sociales ou contrôle politique ?

— YW : Le syndicat officiel ne représente pas les intérêts des ouvriers chinois. Depuis 1950, création de la République populaire chinoise, le syndicat ne s'est

occupé que des problèmes de couverture sociale, de distribution de tickets de rationnement et, depuis quelques années, il n'a conservé qu'une tâche : le contrôle de la natalité.

— ML : A-t-il un rôle de contrôle social dans l'entreprise ?

— YW : Le syndicat officiel n'a plus assez de pouvoir pour jouer un rôle dans l'entreprise.

— ML : En cas de grève, de conflits dans l'entreprise, qui le règle, qui réprime et qui négocie ?

— YW : Dans la constitution chinoise, les ouvriers n'ont pas le droit de grève.

— ML : Mais en cas de grève sauvage ?

— YW : Le syndicat ne pourra pas contrôler les ouvriers ni jouer un rôle déterminant. Et dans ce cas, il risque d'y avoir une répression sanglante. Le massacre de juin dernier peut se répéter.

(suite page 9)

CHINE

Le réveil d'un syndicalisme indépendant

— **ML** : Quels sont les droits de la classe ouvrière chinoise en ce qui concerne la maternité, la maladie, la retraite, la perte du travail après un accident ?

— **YW** : Pendant les premières années de son régime, le parti communiste a fait des efforts concernant la sécurité des ouvriers, mais depuis les réformes de Deng Xiaoping et surtout depuis que les entreprises sont confiées en bail d'exploitation à des individus, toutes les mesures antérieures ont disparu. Rien n'est prévu en cas d'accident. Beaucoup d'entreprises refusent le congé de maternité aux femmes. Les médicaments ne sont actuellement remboursés que de deux Yuans par mois. La condition ouvrière s'est considérablement dégradée en Chine.

— **ML** : Quelles sont les revendications de la classe ouvrière chinoise ? Revendications salariales, de couverture sociale, de meilleurs conditions de travail ?

— **YW** : Les ouvriers chinois sont parmi les groupes sociaux les plus exploités et les plus discriminés aujourd'hui en Chine. Leurs revendications : 1) augmentation des salaires dans les mêmes proportions que l'inflation ; 2) la sécurité : prise en charge par l'Etat des accidents du travail ; 3) droit de s'exprimer et droit de grève.

— **ML** : Il est étonnant que, dans un pays qui s'appuie sur la révolution prolétarienne, la classe ouvrière soit asservie de telle manière.

— **YW** : Leur slogan est : le parti communiste chinois est le prolétariat, la classe ouvrière est la classe dirigeante et s'appuie sur les paysans, fondement de la société. Mais ces paroles ne signifient rien. Le PCC est traité à la classe ouvrière et se montre plus féroce que la classe capitaliste.

— **ML** : Durant les événements de Pékin, au printemps dernier, les ouvriers chinois réclamaient plus de démocratie.



De quelle démocratie s'agit-il et que signifie démocratie pour un ouvrier chinois ?

— **YW** : Les ouvriers chinois sont descendus très nombreux dans les rues de Pékin en mai et juin. La revendication de démocratie est liée à la dignité humaine, au droit d'être respecté en tant qu'être humain. Je prends un exemple : le train numéro 116 à Shanghai a écrasé six personnes il y a quelques semaines. Pour se défendre, les dirigeants ont déclaré que les victimes n'étaient

pas des étudiants mais des ouvriers, comme si le fait d'avoir tué des ouvriers est mineur.

— **ML** : Démocratie signifie être respecté et entraîné des implications dans le fonctionnement des usines et le contrôle de celles-ci par les ouvriers eux-mêmes ?

— **YW** : Effectivement. J'ai déjà dit que les dirigeants communistes se montraient encore plus féroces que les capitalistes.

— **ML** : Les ouvriers au pouvoir, c'est ce que prétendent les marxistes depuis la révolution bolchévique de 1917. Qu'entendent par là les ouvriers chinois aujourd'hui ?

— **YW** : Si l'espoir du marxisme-léninisme a été de voir les ouvriers prendre le contrôle et la direction des usines, le parti communiste a violé les principes du marxisme et n'a pas mis en place les principes d'une telle politique. Au contraire, c'est une plus grande oppression qu'autrefois qui existe vis-à-vis des ouvriers. Le plus important pour nous est donc que les ouvriers aient des postes de responsabilité au sein des usines.

— **ML** : Selon moi, le marxisme léninisme n'a jamais souhaité que les usines soient dirigées par les ouvriers, mais plutôt que le parti dirige pour et à la place des ouvriers.

— **YW** : Je suis d'accord avec cette interprétation.

— **ML** : Sur les banderoles de la place Tien Anmen, les ouvriers chinois réclamaient l'auto-organisation de la classe ouvrière, est-ce ce que nous entendons en Occident par auto-gestion, avec des mandats révocables, une assemblée générale souveraine et une organisation auto-produite ?

— **YW** : Ce à quoi les ouvriers chinois pensent se réfère aux principes d'auto-gestion. Ce qui

préoccupe actuellement les ouvriers c'est le renversement du PCC ; ce pouvoir politique en place ne permettra aucune expérience d'auto-gestion. Il faut d'abord renverser la dictature avant de pouvoir réfléchir aux nouvelles modalités d'organisation.

— **ML** : Quelle est l'implantation de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin et quel est leur principal secteur d'activité ? Quel est le nombre approximatif de militants, quelle est leur origine sociale, cadres

en rupture du parti, anciens gardes rouges, syndicalistes officiels ?

— **YW** : La majorité des membres de notre organisation se compose d'ouvriers. A la création de notre Fédération, 64 personnes de 64 entreprises différentes sont venues adhérer à notre Fédération, dont quelques cadres, techniciens, mais avant tout des ouvriers. Notre organisation n'a rien à voir avec les organisations de gardes rouges d'il y a vingt ans.

— **ML** : Y a-t-il d'autres organisations concurrentes de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin ?

— **YW** : Notre organisation est la seule qui ait été créée pendant les événements de la place Tien Anmen. Des groupes de surveillance composés d'ouvriers se trouvaient également sur la place, nos aspirations et nos objectifs étaient les mêmes.

— **ML** : Quel était le fonctionnement de la Fédération ? Comment se prenaient les décisions ? Était-ce une organisation auto-gestionnaire ?

— **YW** : Les responsables de l'organisation ont été élus démocratiquement et nous avons mis au point une Charte de l'organisation, de même qu'un règlement interne. A l'occasion de problèmes ou de conflits, nous avons eu alors des négociations et des discussions internes.

— **ML** : Quels étaient les principaux articles de cette Charte ?

— **YW** : Premier point : annoncer la création du syndicat ; deuxième point : affirmer notre détermination de lutter pour les intérêts de classe ouvrière. Puis quelques articles secondaires sur le fonctionnement interne, relatifs à la structure de l'organisation, à la propagande.

— **ML** : Comment étaient nommés les délégués ? Étaient-ils révocables ? Les assemblées générales avaient-elles un rôle souverain ? La durée des mandats était-elle limitée dans le temps ? Existait-il un moyen de contrôler les responsables ?

— **YW** : L'assemblée était souveraine. Les responsables étaient révocables à tout moment. Il n'y avait pas de durée de mandat déterminée à l'avance.

— **ML** : Pour en revenir à la Révolution culturelle, certains membres de la Fédération se réclamaient-ils de la Commune de Paris ?

— **YW** : Cette référence à la Commune de Paris est de moins en moins forte parmi les ouvriers chinois aujourd'hui. Les ouvriers chinois ont beaucoup de mal à savoir ce que voulait dire il y a plus de vingt ans en Chine les principes de la Commune de Paris, ces notions ont peu à peu disparu de la mémoire ouvrière. Les ouvriers chinois se sont rassemblés dans un mouvement pour manifester leur haine du pouvoir politique en place, pour exprimer leur mécontentement à l'égard de la corruption des bureaucrates. Leur principale référence a été le syndicat polonais Solidarność. Les principes de la Commune de Paris ont été, par ailleurs, récupérés et utilisés par le PCC et une grande hostilité des ouvriers s'exerce vis-à-

vis de tout ce qui peut évoquer le gouvernement.

— **ML** : En fondant la Fédération autonome, les ouvriers avaient-ils conscience du type d'organisation qu'ils choisiraient, des risques à reproduire la hiérarchie et le pouvoir traditionnel, communiste ou impérial, ou bien d'une autre forme d'organisation qui leur permettrait de sortir d'un long tunnel ?

— **YW** : A mes yeux, le pouvoir en Chine a toujours été autoritaire, dictatorial, qu'il s'agisse du pouvoir féodal, du pouvoir capitaliste ou du pouvoir communiste. Il faut avouer qu'en faisant notre association, nous n'avons pas pensé aussi loin. Nous avons monté cette organisation un peu à la hâte et, avec le recul, je m'aperçois



qu'il faut mettre l'accent sur ce problème et faire attention à ce que le futur pouvoir politique chinois ne retombe pas dans les mêmes erreurs que les pouvoirs traditionnels.

— **ML** : Où en est la Fédération des ouvriers de Pékin en exil ? Avez-vous des liens à l'intérieur ?

— **YW** : Pour ce qui est du sort réservé aux membres de l'organisation après les événements de juin, beaucoup d'entre eux ont été massacrés ou arrêtés et les autres sont retournés à leur travail. Nous avons appris récemment que des ouvriers ont créé des syndicats secrets et nous tâchons de prendre contact avec eux.

— **ML** : Quels sont les objectifs des militants en exil ? Comment s'exerce la solidarité et quelle est votre réflexion sur l'organisation ? Songez-vous au retour ?

— **YW** : Nous avons l'intention de créer un bureau de l'association à l'étranger et notre principal objectif est de dire aux ouvriers chinois combien les ouvriers du monde entier les soutiennent avec des manifestations, mais aussi leur communiquer ce que signifie démocratie en Occident, droits de l'homme, liberté. Nous sommes prêts, dès qu'une occasion se présentera, à rentrer en Chine pour lutter aux côtés des ouvriers.

— **Sera-t-il possible de faire comprendre aux ouvriers chinois le caractère de l'oppression capitaliste que subissent les ouvriers argentins, guatémaltèques ou d'Afrique du Sud, pour qu'ils fassent la différence entre le capitalisme occidental et le capitalisme du tiers monde qui emprunte d'autres formes ?**

— **YW** : Il sera nécessaire de faire un choix dans nos informa-

tions, de trier parmi les plus importantes celles qui seront susceptibles d'être le mieux comprises par les ouvriers, de communiquer les données du monde ouvrier à l'étranger et faire ressortir les solutions adéquates aux intérêts des ouvriers chinois.

— **ML** : Les ouvriers chinois, comme certains ouvriers français, refusent-ils l'exploitation de type capitaliste comme le monde communiste tel qu'ils l'ont connu ? Désirent-ils construire ensemble un autre monde où la dignité humaine et la liberté seront respectées ?

— **YW** : Beaucoup d'ouvriers chinois ont ce point de vue.

— **ML** : Quels sont les liens de la Fédération autonome en exil

avec les autres composantes démocratiques chinoises en exil à Paris, Londres ou ailleurs ?

— **YW** : Nous sommes indépendants des autres organisations qui luttent pour la démocratie en Chine. Nous ne sommes pas membres de la Fédération pour la démocratie en Chine qui s'est créé il y a quelques semaines à Paris, mais nous serons à ses côtés pour des actions pour la démocratie et la liberté en Chine.

— **ML** : Pourquoi n'êtes-vous pas adhérents à cette Fédération ? Votre conception de la démocratie et de la liberté est-elle différente ?

— **YW** : A titre individuel, je suis membre de cette Fédération, mais au niveau du syndicat, nous estimons que les ouvriers présentent des revendications différentes de celles des intellectuels, des paysans et nous ne souhaitons pas y adhérer en tant qu'association.

— **ML** : As-tu connaissance de la tradition anarchiste en Chine et plus particulièrement de la tradition anarcho-syndicaliste sur Shanghai et Canton qui représente des moyens d'actions que vous réinventez peut-être dans la Fédération ?

— **YW** : Je sais que le courant anarchiste a joué un rôle prédominant en Union soviétique. Il ne faut cependant pas refuser toute structure politique si nous parvenons à renverser le PCC. Des structures, un système doivent persister. Il faut ajouter d'autre part que le niveau théorique des ouvriers chinois est assez faible et qu'ils ne savent pas très bien ce que signifie le mot anarchiste. Ils ne voient pas à quoi cela fait référence. Le mouvement ouvrier actuel, sans le savoir, suit peut-être par ses actions le mouvement anarchiste.

Renaissance de l'anarchisme en URSS (3^e partie)

QUATRE-VINGT délégués de 19 villes de l'URSS assistent à ce congrès fondateur : Moscou, Leningrad, Kharkov, Irkoutsk, Tomsk, Khabarovsk, Dniepropetrovsk (ex-Ekatérinoslav), Teherkassk, Novosibirsk, Novotcherkassk, Kouibichev, Zaporozjé, Riazan. Invités des membres de la SAC (syndicat suédois) y sont présents.

En mai-juin 1989, dans le parc des Loujinski, à Moscou, la KAS organise des meetings pendant la tenue du congrès des soviets du peuple.

Le groupe KAS de Kharkov est particulièrement actif : le 26 août, il organise sur la place Dzerjinsky un meeting de solidarité avec les peuples baltes ; à l'occasion de l'anniversaire du pacte entre Staline et Hitler d'août 1939. Il lance le mot d'ordre : « Le peuple ukrainien ne peut être libre sans la Baltique libre ! ». Après trois quarts d'heure, la milice disperse le meeting. Le 13 octobre, trois de ses membres Igor Volochine, Eugène Soloviev et Alexandre Bobok sont mis à l'amende (50 roubles à payer pour les deux premiers et 10 pour le dernier), cela pour avoir organisé un meeting non autorisé. Malgré tout le groupe participera activement à la manifestation alternative du 7 novembre, groupant un millier de personnes, à l'occasion de l'anniversaire d'octobre 1917. Des slogans sont criés : « Le coup d'Etat d'octobre est une erreur tragique ! », « Tout le pouvoir au peuple et non au parti », « Le PCUS, organisateur et inspirateur des répressions et des famines », etc.

Le 23 mai, à Irkoutsk, 7 membres de clubs démocratiques, dont Igor Podchivalov, membre de la KAS, entament une grève de la faim dans le square Kirov, exigeant pour tous un logement décent et l'arrêt d'une action judiciaire de droit commun lancée contre Igor Podchivalov, accusé de résistance à la milice.

À Moscou, en juillet, les membres de la KAS organisent un piquet devant l'ambassade de Chine, pour protester contre la répression de Tien An-Men ; ils participent également à un meeting devant l'ambassade de Hongrie pour marquer la réhabilitation d'Imre Nagy. Le 6 juillet, la KAS participe à une table ronde des organisations locales démocratiques et indépendantes ; des consultations régulières sur les formes d'actions communes y sont décidées, surtout en vue de la campagne électorale pour les organes locaux (municipaux) et républicains du pouvoir, prévue pour mars 1990. Etant donné le peu de résultats, la KAS décide de ne plus participer ultérieurement à ces rencontres.

En août, paraît le premier numéro de la feuille d'information de la KAS : *Volia (La Volonté)*. Vers la fin du mois de septembre, la KAS organise une manifestation de l'« Union de la jeunesse étudiante », tentative d'organisation d'un syndicat étudiant indépendant, qui aboutit à une série de meetings contre l'enseignement idéologique obligatoire.

À Gorki, la fraction anarcho-syndicaliste du Centre démocratique commence à diffuser des tracts appelant à refuser également l'enseignement des disciplines idéologiques en faculté. Depuis, le groupe a publié le n°1 d'une revue : *Affaire personnelle* de près de 52 pages.

À Leningrad, le 11 juin, au palais de la culture Lensovet, a eu lieu une rencontre de représentants des organisations social-démocratiques, avec la participation de la KAS, du Club de la démocratisation des syndicats, du Club ouvrier, etc. La question de la fondation d'un

syndicat indépendant et démocratique y a été abordée. Un comité d'organisation tient une première séance le 14 juillet, au même endroit.

Auparavant, le 30 mai, la section locale « Goloss anarkhii » (la « Voix de l'anarchie ») avait célébré le centenaire de la naissance de Bakounine, ceci en présence de 130 personnes, venues se familiariser avec les idées anarchistes. En présence de certains membres du cercle Pavlov et du Centre démocratique, venus là pour prêcher en leur faveur, nos camarades inexpérimentés eurent fort à faire en vue de recentrer les débats autour de l'anarchisme et de la personnalité de Bakounine ; cela eut le don d'irriter certains compagnons, comme les camarades Ilia Volberg de « Goloss anarkhii » et Iouri Volodine, du Club ouvrier. Notons l'intervention de Volodine, du Club ouvrier :



« Tous les mouvements que je connaît, tous les partis — dont le Centre démocratique — se ruent vers le pouvoir. Il n'y a guère que les anarchistes pour lui cracher fièrement dessus et qui luttent pour la rénovation véritable de notre monde pourri, qui nous a tous sali. Ils ne promettent rien aux gens, mais proposent aux travailleurs de s'occuper eux-mêmes de leur destin. Merci à vous, les gars, pour votre vérité et sincérité ! »

Le 12 novembre, toujours à Leningrad, au cinéma Méridien, se déroule un meeting autorisé, autour de l'Association libre des anarcho-syndicalistes, en présence de 300 personnes, à l'occasion du centenaire de la naissance de Nestor Makhno. Des drapeaux noirs et des banderoles, portant les slogans : « L'anarchie est la mère de l'ordre », « Vive la liberté, par la liberté », ornent la salle, ceci, pour la première fois depuis des décennies.

À Moscou, les 15 et 16 septembre se déroule une rencontre des représentants des unions ouvrières, clubs, comités de grève et syndicats indépendants de différentes régions d'URSS. Il y est décidé de convoquer un congrès des mouvements et organisations ouvrières indépendantes. Des membres de la KAS figurent au comité d'organisation de ce congrès.

Le 7 novembre, à Moscou, à l'occasion de la commémoration d'octobre 1917, une manifestation alternative officiellement autorisée, regroupant près de 30 000 participants, défile avec en tête les banderoles : « Tout le pouvoir aux

soviets », « Nous sommes pour la perestroïka », « Le coup d'Etat d'octobre est une tragédie pour la Russie », et « Le communisme et la démocratie sont compatibles ». Un meeting de trois heures et demi clôt la manifestation. Des membres de la KAS y sont présents.

Enfin, pour montrer l'omniprésence de nos compagnons, ils sont partie prenante de la commémoration du « Jour de l'interné politique en URSS », décidée par le plénum de l'association Memorial pour le 30 octobre de chaque année.

Le 30 octobre 1989 voit pour la première fois une action spectaculaire : une chaîne d'environ 10 000 manifestants encercle le bâtiment du KGB à Moscou. Chacun tient une bougie (cela se passe entre 18 h et 18 h 30). Une partie de la foule se déplace ensuite vers le centre de la ville (place Pouchkine) où elle se heurte à un barrage de militaires et de civils armés de matraques en

caoutchouc (vraisemblablement des membres de l'organisation chauvine russe Pamiat), qui attaquent et blessent plusieurs personnes.

Cette commémoration eut lieu dans tout le pays ; à Irkoutsk compagnons de la KAS l'organisent en commun avec le Centre démocratique, le 29 octobre ; les 200 participants ne furent pas autorisés à se rassembler devant la statue de Lénine, mais devant un autre monument.

En septembre 1989, la KAS comptait environ 500 adhérents et 20 groupes régionaux. Parmi ses publications, trois sont nées en 1989 et en étaient à leur premier numéro, sauf *La Voix de l'anarchie*, dont deux numéros nous sont parvenus. L'organe central en était par contre à son 34^e numéro (une collection complète nous est parvenue, et nous examinerons prochainement son contenu).

Le principal obstacle auquel se heurte jusqu'ici la KAS est l'attitude à adopter vis-à-vis des élections aux soviets locaux (municipaux) et régionaux (républicains) qui doivent renouveler en mars tout le personnel administratif du pays. Certains de ses membres sont partisans de participer tout au moins aux soviets locaux, d'autres y sont violemment hostiles.

(A suivre...)
A. SKIRDA

Nous remercions les compagnons de la KAS et de la SAC pour nous avoir fait parvenir les informations utilisées ici, ainsi qu'Alexandre Tchoukaev, représentant du SMOT à l'étranger.

Contrat organisationnel de la Confédération anarcho-syndicaliste

EN signant cet accord, nous sommes conscients que l'application des principes anarchistes peut entraîner une action hostile de l'appareil bureaucratique et de son système répressif, indépendamment de l'idéologie partagée par le parti politique au pouvoir.

1. La KAS est une organisation politique indépendante de type non-parti. La KAS n'a pas pour but la conquête du pouvoir, elle poursuit ses objectifs au moyen de la diffusion de ses convictions, par le soutien et la création d'unions sociales indépendantes, par la participation personnelle de ses membres dans le mouvement social et les actions de masse des travailleurs.

2. Peut être membre de la KAS toute personne qui adhère à ses principes programmatiques, participant constamment au travail de la Confédération et reçu à la KAS par une décision du congrès, ou bien par des organisations régionales (groupes).

3. Le travail de la Confédération dans les différentes régions du pays est assuré par les organisations régionales autonomes (groupes) et les membres individuels, qui se réfèrent dans leur activité aux positions du programme et à la situation sur place.

4. L'organe suprême de la Confédération est son congrès, convoqué dans les délais impartis par le précédent congrès, lequel charge de même l'une de ses organisations régionales de l'organisation du congrès suivant. Un congrès extraordinaire peut être convoqué sur l'initiative de n'importe quelle organisation régionale.

5. Le congrès est considéré comme compétent, s'il a lieu en présence de délégués de la majorité des organisations régionales (groupes). Les décisions du congrès sont considérées comme adoptées par la majorité des délégués régionaux. Les décisions du congrès des assemblées régionales (groupes) sont considérées comme valables si elles ont été votées par la majorité des membres de cette organisation régionale (groupes).

6. La KAS fonctionne sur le principe selon lequel la minorité peut ne pas appliquer la décision adoptée par la majorité, mais est obligée de ne pas s'y opposer. (La critique orale et constructive, dans le cadre de la Confédération, n'est pas considérée comme hostile à l'action). Les assemblées et les congrès aspirent à l'obtention d'un consensus dans les décisions.

7. La KAS est une organisation ouverte, dans le sens informationnel, ses membres sont tenus de la tenir informée de leurs éventuels contacts avec les fonctionnaires spéciaux soviétiques et étrangers.

8. En prenant position au nom de la Confédération, ses membres tendent à propager les convictions exposées dans les documents de programme.

9. La KAS édite la revue *Obchtchina*, laquelle est obligée d'éclairer objectivement les points de vue des membres de la Confédération. La rédaction de la revue est choisie et contrôlée par l'organisation moscovite de la KAS. Les groupes régionaux possèdent leurs propres publications, lesquelles sont l'émanation de la Confédération.

10. La qualité de membre de la KAS est incompatible avec toute discrimination de race, nationalité et religion, avec tout terrorisme politique, avec tout monopole sous toutes ses formes et aspects, ainsi qu'avec tout centralisme organisationnel.

(Paru dans *Obchtchina*, traduit du russe)

КОНФЕДЕРАЦИЯ АНАРХО-СИНДИКАЛИСТОВ
ОБЩИНА
ВЛАСТЬ НАРОДАМ, А НЕ ПАРТИЯМ!

ЧТО МОЖЕТ ДАТЬ МВФ?

№34

НЕЗАВИСИМЫЙ ВЕСТНИК

москва

F RAC
vrag
tuler
sans la fon
auteur. Ma
de Charlie
après vint
n'ont pas q
marseillais

Fracture
barbare vie
pillages de
sont comp
torture : gr
gnies divers
lors du ju
réclusion, m
est âgé de
d'années...
quatorze.

« Je ne pe
écoulées c
une défaite
dont six em
en QHS :
comptable
victoire, c'
d'avoir lutte
identité, de
laminar pan
tiaire... Ma
exclusion du
groupe soci
de la vie...
m'évader ».

Fracture
1979, Char
l'ami de M
pas : dix an
géra jusqu'a

VOUS ÊTE

Ce sont d

« M

L ES
not
Dap
bien d'aut
oeuvres fig

Peut-être
social-dém
d'harmonie
ne pas s'ap
soit, n'en

Récemm
Philippe B
ment passé

Les person
scandinaves v
pour ce faire
l'avion. Cher
fuir au plus
globe où le bo
à tel point qu
obligatoire ?
de Meurtre a
prend pourtar
contente de se
bile, traquant
lui faut décou
par un étonna
situation, le c
non pas cet ind
lettres de men
groupe de pre
mais ce groupe
qu'il ne s'agi
financier comm

Celui-ci cont
de la presse da
pas nommé, m
la Suède, ou u
nave, voire les
pays d'Europ
années. La pres
muséale, mais
plaint car ce g
titres, qui corre

N° 775 JEUDI 1^{er} MARS

« Fractures d'une vie »

de Charlie Bauer

éditions du Seuil

FRACTURES d'une vie. L'ouvrage aurait pu s'intituler : Destruction d'une vie, sans la force de caractère de son auteur. Mais les fractures de la vie de Charlie Bauer, libéré en 1988 après vingt-cinq ans de prison, n'ont pas entamé l'ancien loubard marseillais.

Fracture, lorsqu'une arrestation barbare vient mettre un terme aux pillages de magasins : Charlie et ses compagnons connaîtront la torture : gégène, coups, ignominies diverses... Fracture encore, lors du jugement : vingt ans de réclusion, prononcés alors qu'il est âgé d'une vingtaine d'années... Charlie en purgera quatorze.

« Je ne perçois pas ces années écoulées comme une victoire ou une défaite. Plus de quatorze ans, dont six en période d'isolement et en QHS : ce bilan strictement comptable ne peut me suffire. Ma victoire, c'est de m'être battu, d'avoir lutté pour structurer mon identité, de ne pas m'être laissé lamener par le système pénitentiaire... Ma défaite serait mon exclusion durant quatorze ans du groupe social, de ceux que j'aime, de la vie... Sans avoir réussi à m'évader ».

Fracture encore, lorsqu'en 1979, Charlie retombe. Avoir été l'ami de Mesrine ne pardonne pas : dix ans de prison, qu'il purgera jusqu'au bout.

« Bauer, vous êtes transféré ! »

Ce sont donc vingt-cinq années

de prison que Charlie Bauer parvient à relater sans jamais sombrer dans le misérabilisme. Vingt-cinq années de combat, aussi. Mais bien plus que le récit d'un combat politique — l'auteur milita quelque temps au Parti communiste, avant son arrestation, puis à l'Organisation communiste libertaire — *Fractures d'une vie* est le témoignage de vingt-cinq ans de résistance, d'opposition farouche à la destruction carcérale.

Eternel insoumis, Charlie paiera cher ses révoltes et ses multiples tentatives d'évasion : il totalise neuf ans de mitard, de QHS ou d'isolement. De ces années de souffrance, Charlie trace un tableau dur, sans concession. Sans haine revancharde, non plus. Juste de grandes colères, en relatant les scènes les plus odieuses de l'emprisonnement, tel le tabassage à coups de barre de fer qui suivit sa tentative d'évasion par les égouts de Clairvaux. La haïne, la mesquinerie, l'acharnement brutal ou surnois sont du côté des matons.

« Bauer, vous êtes transféré ! » La phrase ponctue le livre, obsédante, pivot d'une centrale à une autre. De Clairvaux à Muret, d'Ensisheim à Fresnes, Charlie entraîne le lecteur dans les méandres inconnus des centrales de France, relatant un quotidien rongé d'arbitraire, de brimades, de non-vie. Le grand espoir de 1981 ne s'est guère soldé que par une ironique désillusion : « la suppression de la peine de mort fut homologuée. Plusieurs condam-

nés à mort sauvèrent leur tête, que le très bourgeois "libéral avancé" avait promis d'offrir en pâture aux électeurs. Remercions donc le ministre de la Justice d'alors et son président. Il fallait un certain courage pour aller à contre-courant de l'opinion publique. Cependant, l'un et l'autre étaient aussi de l'Histoire, de celle qui s'exhibe au grand jour. L'autre, celle qui se camoufle au fond des cachots, vit quasiment doubler l'effectif de la population pénale en quelque deux ans de règne des vainqueurs du 10 mai ».

De retour à l'air libre, — d'une liberté toute relative —, Charlie n'a pas cessé de témoigner sa solidarité aux prisonniers en lutte. En septembre dernier, cité à titre de témoin lors du procès d'un prisonnier rebelle, Charlie fut prié de décliner sa profession. « Auteur », répondit-il. Interloquée, dubitative, la présidente le fit répéter. Auteur, Charlie, Bauer, l'ex-jaillard, l'ex-« lieutenant de Mesrine » ? Auteur, madame la présidente. Et bon auteur, même ! *Fractures d'une vie*, actuellement en tête du palmarès des ventes, constitue à la fois un excellent document sur la prison, et un livre vibrant d'ironie, de révolte, d'amour et de vie. Devenir écrivain après vingt-cinq ans de prison n'était sans doute pas chose facile. Charlie, tu as gagné !

Pascale CHOISY

Fractures d'une vie, Charlie Bauer, éd. du Seuil, 110 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

Programmation de Radio-Libertaire

Jeudi 1^{er} mars

« Flagrants désirs » (19 h 30 à 20 h 30) : Marie-Josée Vilar et les Trottoirs de Buenos-Aires.

Vendredi 2 mars

« Emergence » (21 h à 22 h 30) : quelle conscience pour le consommateur ?

Dimanche 4 mars

« Echos et frémissements d'Irlande » (14 h 30 à 16 h 30) : non aux extraditions des prisonniers républicains irlandais.
« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : Stendhal et les mathématiques.

Mardi 6 mars

« Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : l'alcool et le blues.

Mercredi 7 mars

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la médecine prédictive, avec le professeur Arnold Munnich.
« La théorie du Tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : « No vision » et sous réserve « The very things ».

Jeudi 8 mars

« Si vis pacem », (18 h à 19 h 30) : l'Union pacifiste de France.

Vendredi 9 mars

« Emergence » (21 h à 22 h 30) : les alternatives du salon « Vivre autrement ».

Samedi 10 mars

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : émission spéciale femmes travailleuses.

Dimanche 11 mars

« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : l'art d'aimer.

Mardi 13 mars

« Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : le sexe et le blues.

Mercredi 14 mars

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la santé des vieux, professeur Jean-Claude Hennard.
« La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : « Eighteen » et « On the waterfront ».« Meurtre au 31^e étage » de Per Wahlöo éditions Le Mascaret

LES traductions de Philippe Bouquet sont gages de qualité. C'est notamment grâce à lui, que de nombreuses œuvres de Stig Dagerman, de Ivar Lo-Johansson, de Kurt Salomonson, et de bien d'autres écrivains scandinaves, sont parvenues jusqu'à nous. Ces œuvres figurent parmi les plus critiques de la littérature contemporaine.

Peut-être parce que dans ces pays où règne depuis des décennies une social-démocratie, où la société semble parvenue à un état complexe d'harmonie, subsistent de nombreux problèmes sur lesquels il vaut mieux ne pas s'apesantir, de crainte de renverser cet ordre qui, pour établi qu'il soit, n'en est pas moins fragile...

Récemment paru, *Meurtre au 31^e étage* de Per Wahlöo, auteur que Philippe Bouquet a déjà plusieurs fois traduit, est un livre malheureusement passé inaperçu jusqu'à présent.

Les personnages de la littérature scandinaves voyagent beaucoup et, pour ce faire, prennent souvent l'avion. Chercheraient-ils donc à fuir au plus vite cette partie du globe où le bonheur est réglementé, à tel point qu'il en devient presque obligatoire ? Le personnage central de *Meurtre au 31^e étage*, lui, ne prend pourtant pas l'avion. Il se contente de se déplacer en automobile, traquant un coupable dont il lui faut découvrir l'identité. Mais par un étonnant renversement de situation, le coupable se révèle être non pas cet individu qui expédie des lettres de menace aux directeurs du groupe de presse qui l'employait, mais ce groupe lui-même. Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'un groupe financier comme les autres.

Celui-ci contrôle la quasi-totalité de la presse dans un pays qui n'est pas nommé, mais qui pourrait être la Suède, ou un autre pays scandinave, voire les Etats-Unis ou un pays d'Europe dans quelques années. La presse est complètement muselée, mais personne ne s'en plaint car ce groupe distribue 144 titres, qui correspondent, affirme-t-

il, aux goûts de l'ensemble de la population. « Cela vaut pour tout le monde, des princesses de la cour aux femmes de bûcherons, des hommes et des femmes occupant les postes les plus importants de la société aux opprimés et aux marginaux, s'il y en avait : tout le monde. » Le ton est donné... !

Ce groupe de presse, qui entend privilégier l'Entente entre les diverses fractions de la société, s'interdit seulement de publier des journaux où apparaîtraient des injures, de la violence, mais aussi des questions en trop grand nombre, c'est-à-dire tout ce qui pourrait remettre en cause la sérénité ambiante. L'inspecteur Jensen, qui dirige l'enquête, devine que le tableau est par trop irréprochable. Il se penche sur les méthodes de travail de ce groupe (et, à travers lui, sur le fonctionnement de ce monde mi-réel, mi-fictif, où tout semble, à première vue, se dérouler parfaitement).

Le roman, à ce moment-là, échappe au genre policier proprement dit, et n'est pas sans évoquer *1984* ou *Le Meilleur des mondes*. Que l'on en juge... Interrogeant un

suspect, l'inspecteur Jensen s'entend répondre ces paroles acrobatiques :

« ... Ceci est le meurtre, un meurtre intellectuel, encore bien plus détestable et plus hideux que le meurtre physique. Le meurtre de bien des idées, de la réflexion, de la liberté d'expression. Le meurtre prémédité de tout un secteur culturel. Et le motif était le plus vil de tous : garantir aux lecteurs une paix de l'esprit qui leur permette d'avancer sans broncher tout ce dont on les gave. Vous comprenez ? Propager l'indifférence sans rencontrer d'obstacles, injecter de force le poison après s'être assuré qu'il n'y a ni médecin ni sérum. »

Voilà vers quoi conduit une prise en charge, à tous les niveaux, de la population. Pour éviter les heurts, l'Etat, par le biais de groupes de communication, est amené à pratiquer une espèce de lobotomie sur ses citoyens. Cette opération est pratiquée sans douleur, et surtout sans que l'intéressé en prenne lui-même connaissance. Le traitement est insidieux. Mais suffit-il de taire certaines idées pour empêcher la propagation... ?

L'inspecteur Jensen apprend ainsi qu'il existe un « trente-et-unième étage » dans l'immeuble où est installé l'éditeur. Chose étrange, la plupart des employés ignorent l'existence d'une « section spéciale », située à cet endroit, et chargée de l'élaboration d'un nouveau titre. Et pour cause, car sont ici réunis les journalistes les plus virulents d'autrefois, qui perdent peu à peu leur esprit subversif, et tentent à présent (après avoir été purement et simplement « achetés ») de réaliser un journal qui ne verra jamais le jour...

Du détournement des meilleures intentions... !

Per Wahlöo est connu pour avoir signé, en compagnie de son épouse,

Maj Sjöwall, une série d'enquêtes menées par l'inspecteur Martin Beck (éd. 10/18 - U.G.E.). Dans ces ouvrages, il se montre déjà très critique vis-à-vis de la société scandinave, où derrière les apparences fastueuses se cache une détresse bien réelle : taux de suicides particulièrement élevé, alcoolisme, etc. Il récidive, avec plus d'acuité encore, dans ce livre. *Meurtre au 31^e étage* n'est pas un roman policier. Fable sociale, ouvrage de politique fiction, ce livre est dérangeant. La conclusion est peut-être extrêmement pessimiste, puisque la contestation, facilement endiguée, est ici définitivement éliminée par la mort de ses derniers théoriciens réfugiés au fameux 31^e étage. A moins que le geste accompli par un journaliste qui ne s'est jamais résolu au silence n'ait valeur de symbole. Ce geste libérateur signifierait-il que toute société, si rigide soit-elle, secrète sa propre destruction ?

Thierry MARICOURT

Forum-débat avec M. Rajsfus

A l'occasion de la sortie de ses deux derniers livres : *Retour de Jordanie*, éditions la Brèche et *Palestine*, éditions l'Harmattan, la librairie du Monde libertaire organise un forum-débat avec Maurice Rajsfus, le samedi 3 mars à 16 h 30, sur la Palestine.

Maurice Rajsfus est aussi l'auteur de *Retour d'Israël* (l'Harmattan, 1987 — en vente à Publico au prix de 120 F) et de *Israël Palestine : l'ennemi intérieur* (la Brèche, 1988 — en vente à la librairie au prix de 90 F).

« Une terre promise » de Maurice Rajsfus

APRES *Des juifs dans la Collaboration* (EDI 1980) et *Sois juif et tais-toi* (EDI 1981), Maurice Rajsfus vient d'écrire un nouveau livre sur les responsabilités de l'UGIF (Union Générale des Israélites en France) dans la Collaboration. Preuve s'il en fallait une que l'origine commune d'un groupe humain n'est pas synonyme de solidarité.

Les paysans du nord de la France sont expropriés par les nazis en août 1940. Cette zone est déclarée interdite. En avril 1941, le Consistoire israélite (institution représentant des notables) propose aux autorités de la main-d'œuvre immigrée pour aider au « retour à la terre » (célèbre thème de Vichy). Les nazis et l'UGIF vont s'employer à trouver cette main-d'œuvre parmi des juifs immigrés.

Malgré les différents appels lancés par l'UGIF, la réponse reste totalement insuffisante ; ces travailleurs, partis dans les Ardennes, seront soumis à de rudes conditions de travail. Ils ne seront pas toujours payés, l'UGIF ne voulant pas ennuyer le CGQJ (Commissariat Général aux Questions Juives) des tristement célèbres Darquier de Pellepoix et Xavier Vallat.

Par la suite, ces travailleurs des Ardennes seront conduits à Drancy et déportés à Auschwitz.

Cette tragédie que vécut ces quelques centaines de « petits tailleurs » juifs polonais est un épisode inconnu de l'histoire de cette guerre. Mais elle peut servir d'exemple pour prouver qu'une fois de plus les notables juifs français voulaient se donner une image bien franchouillarde, au détriment des juifs étrangers.

Sylvain EISCHENFELD

A PROPOS DE LA ROUMANIE

Quand les médias trompent les masses

CLAUDE Karnoouh, chercheur au CNRS a longuement dénoncé, dans les numéros 772 et 773 du *Monde Libertaire*, la pseudo-révolution roumaine. Il nous livre ici son point de vue sur le rôle des médias occidentaux. Nous sommes d'accord !...

On le savait depuis belle lurette, la télé ment. Mais peut-être pour la première fois, ce sont les images de la pseudo-révolution roumaine qui nous en ont administré la preuve. On a mobilisé le monde entier pour des charniers de cadavres torturés qui n'étaient qu'une macabre et abjecte mise en scène orchestrée par cet ignoble personnage qui secouait le corps désarticulé d'un enfant mort-né au dessus de celui d'une femme visiblement autopsiée. Il ne fallait pas être bien malin pour s'apercevoir de l'imposture. Car ici, un simple coup d'œil sur les photos des cadavres dans leur cadrage étroit montrait que quelque chose ne marchait pas. De même que les images des combats laissaient deviner une maladresse, une absence de tension et donc de danger, suspecte pour ceux qui ont un jour regardé les images d'une véritable guerre civile.

l'arsenal des manipulations des émotions de masse pour des fins préparées par des politiques. Le journalisme démocratique est la face apparemment non propagandiste d'une entreprise où simultanément s'anesthésie l'esprit critique et se créent les stimuli engendrant des réflexes attendu. En l'espèce faire accroire la spontanéité d'une révolution populaire, la vaillance d'une armée se plaçant aux côtés d'un peuple enchaîné. Tout cela était faux. La révolution avait été orchestrée à travers un coup d'Etat préparé de longue date, le dictateur n'était pas sans légitimité aucune, l'armée avait commencé par tirer sur les étudiants. Mais il fallait que les bons peuples d'Occident soient mobilisés ; il fallait leur faire entendre les changements à l'Est comme autant de révolutions qui confondaient charité et engagement politique ; il fallait les empêcher de reflé-

chir, on mesure combien la grille de lecture offerte aux braves citoyens des pays occidentaux doit les convaincre qu'enfin la grâce « quasi divine » de la démocratie est venue toucher les bureaucraties étatiques des pays de l'Est. C'est toujours le thème « des habits neufs du président Mao » qui sert de cadre à la pensée politique médiatique.

Macdonalizing USSR

D'habitude si disserts au point que la surinformation confine à la cacophonie, les médias ont observé un silence significatif pendant la conférence de Malte. Certes, nous avons tout appris sur la hauteur des vagues qui faisaient tanguer les navires, sur la résistance comparée au mal de mer de « Gorbi » et de Bush, sur les beautés baroques de La Valette, mais en revanche rien sur les décisions qui y furent prises et qui concernent notre commun destin.

En présentant les événements politiques venus d'Europe de l'Est comme des révolutions, les médias occidentaux, dissimulent cette nouvelle version du partage du monde. A qui peut donc servir cette sacrosainte liberté de l'information ? Aucune analyse contradictoire n'est avancée et, il faut bien le constater, nous sommes toujours les jouets des puissants. Les légitimes désirs de liberté et de mieux-être nous sont promis comme autant de leurres pour mieux nous enfermer dans de nouvelles et redoutables contraintes. Car le libéralisme économique qu'on offre à l'Est comme la panacée universelle capable d'arracher les hommes à leur malheur ne vise, dans les faits, qu'à confondre l'ouverture de MacDonal avec l'ouverture d'actes démocratiques responsables. « Macdonalizing USSR », voilà le nouveau mot d'ordre de la démocratisation.

Comme si la multiplication des radios libres en France (à l'exception de Radio-libertaire) avait modifié quoi que ce soit dans les règles du jeu d'une démocratie vidée de ses véritables conflits pour se réduire aux piètres spectacles du combat des petits chefs. D'aucuns savent que ces joutes grotesques renforcent l'asthénie du consensus et, à terme, les dérives vers l'extrême droite. C'est le même enjeu qui est recherché à l'Est : faire accroire la révolution quand dans les faits, les Soviétiques (avec l'assentiment et la bienveillance des Occidentaux) débarquaient les figures de proue du pouvoir pour laisser intact le pouvoir lui-même. L'essentiel des bureaucraties s'est maintenue avec l'aide de nouveaux collègues qui viennent occuper les places encore tièdes ; mais rien dans les rouages qui assurent le pouvoir des élites n'a changé.

1989, l'année du Bicentenaire de la Révolution française a été une grande année. L'aphorisme de Marx sur la répétition de l'histoire comme caricature y a trouvé sa plus parfaite illustration : ici en France, de la manière la plus grotesque, sous l'égide de la langue de bois « post-moderne » la Pub, dans cet abject défilé organisé par le publicitaire Jean-Paul Goude ; là-bas, à l'Est, sous la bénédiction de la nouvelle star médiatique « Gorbi ».

Belle année, en effet, où la Pologne, toujours en avance d'une révolution, prend le chemin des pays du Tiers-Monde. Belle année de révolution trahie par un ouvrier démagogue et calotin qui a trouvé ses meilleurs alliés parmi d'anciens stalinien et d'anciens trotskystes communiants ensemble dans les louanges du charme discret du libéralisme.

Claude Karnoouh

L'abbé Grégoire et les patois

LE mois de décembre 89 a vu l'arrivée en grande pompe des cendres de l'abbé Grégoire au Panthéon. Bicentenaire oblige : le saint homme fut l'un des grands artisans de la révolution française, et Mitterrand s'est plu à énumérer toutes les belles actions du ci-devant curé consacrées à la construction de notre chère République française.

L'une de ces actions républicaines, qui nous intéressera plus particulièrement ici, est la fameuse « enquête sur les patois » présentée par l'abbé Grégoire devant la Convention nationale en 1794. Celle-ci avait pour but de faire connaître la situation des différents patois parlés à l'intérieur de la toute fraîche république, et d'en déduire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à leur anéantissement et consacrer l'usage unique du français (celui-ci étant conçu comme la « langue de la liberté »). Cette destruction allait s'opérer par l'installation d'un instituteur francophone dans chaque village, chargé de chasser les dialectes et d'imposer l'apprentissage du français aux enfants.

Pourtant, quatre ans plus tôt, la Convention avait accordé à chaque province le droit de parler la langue de son choix et avait traduit la Déclaration des droits de l'homme en occitan. Qu'on ne s'y trompe pas : ce revirement dû à la victoire de l'esprit centralisateur jacobin sur les idées fédéralistes des Girondins n'est pas une simple anecdote historique. Il est une étape de l'unification de la France en même temps qu'il nous intéresse, nous anarchistes, en nous permettant de développer une réflexion sur l'Etat.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'un patois, qu'est-ce que le français, et pourquoi vouloir imposer celui-ci ? Les patois sont en fait loin d'être de pauvres langages d'arrière-pensées comme on se plaît à le faire croire. Élément fondamental de chaque culture, la langue est le témoin de l'identité propre de chaque peuple et le fruit de son histoire particulière. Témoin l'occitan qui fut au moyen-âge la langue de la culture et de la civilisation dont le rayonnement couvrait toute l'Europe.

Le français lui-même n'était, à l'origine qu'un de ces patois, un parler d'Oïl parmi d'autres. A la différence près cependant qu'en tant que patois de l'Île-de-France, il était le patois parlé par les premiers rois capétiens. Au fur et à mesure que le domaine royal allait s'étendre et le pouvoir monarchique devenir plus puissant, les patois étaient contraints de reculer. En même temps qu'il imposait son autorité, le pouvoir central se devait d'imposer sa langue afin que son discours soit reconnu comme discours d'autorité : au morcellement féodal et linguistique devait succéder l'unité de la France, soumise à une seule autorité (monarchique puis républicaine) et ne parlant qu'une seule langue, la langue de ceux qui détenaient le pouvoir : le français.

L'ethnologue Pierre Clastres dit au sujet des patois dans un texte consacré à l'ethnocide : « A chaque développement du pouvoir central correspond un déploiement accru du monde culturel. (...) L'extension de l'autorité de l'Etat se traduit par l'expansionnisme de la langue de l'Etat, le français. La nation peut se dire constituée, l'Etat se proclamer détenteur exclusif du pouvoir lorsque les gens sur qui s'exerce l'autorité de

l'Etat parlent la même langue que lui. » (1).

Ce que vise l'abbé Grégoire dans sa lutte contre les patois, c'est l'élimination de tout ce qui pourrait faire obstacle au pouvoir central de l'Etat. Les rois capétiens et la République ont en fait sur ce point obéi à la même logique, qui est celle de la domination de la machine étatique sur le peuple.

Il était vital pour les révolutionnaires d'activer le processus d'unification linguistique car il fallait faire connaître un nouveau discours d'autorité, énonçant et imposant les intérêts nouveaux de groupes nouveaux (principalement la bourgeoisie), alors qu'un tel discours était indiscible dans des parlers locaux façonnés par les usages liés aux intérêts spécifiques des groupes paysans (2).

La Troisième République, en instituant l'école laïque et obligatoire, allait parachever le travail et assurer la victoire de l'Etat sur les cultures régionales, et éliminer toute possibilité de remise en cause de son autorité. La machine étatique ne fonctionnant qu'à l'unification et à l'égalisation, l'insoutenable différence culturelle devait être détruite. Aujourd'hui, de Dunkerque à Perpignan, grâce à des gens comme l'abbé Grégoire, nous parlons tous la même langue, disons les mêmes choses, sommes habillés de façon identique, regardons les mêmes émissions débiles à la télé, allons tous au même endroit et au même moment en vacances, et allons régulièrement tous nous faire baisser dans les bureaux de vote à chaque fois que la République nous siffle.

L'abbé Grégoire a bien mérité sa place au Panthéon. Les héros de la République sont toujours récompensés.

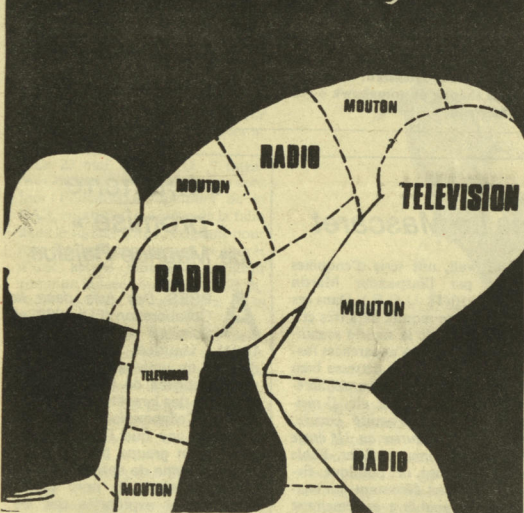
Lilian

(groupe libertaire de Roanne)

(1) Pierre Clastres : Recherches d'Anthropologie politique, Seuil.

(2) Pierre Bourdieu : Actes de la recherche en sciences sociales, n° 4, 1975.

ON VOUS INTOXIQUE !



Que les conjurés d'un coup d'Etat roumain aient eu besoin de ces images insupportables pour toute personne armée d'un minimum de morale pratique, cela ne peut servir d'excuse à l'aveuglement des journalistes occidentaux. Que font-ils de leur tête nos publicitaires, eux qui n'en peuvent plus de présenter leurs témoignages comme l'expression même de la vérité ? Interrogés plus tard par des auditeurs et des téléspectateurs, ils ont présenté de vagues excuses en reportant la responsabilité de ce macabre canular sur les Roumains. Il faut qu'ils s'en tirent sans tache. Mais n'est-ce pas le rôle et l'impérative morale du journaliste que de soumettre à l'esprit critique la matière informative qu'il collecte, surtout lorsque celle-ci lui est livrée clé en main ? Car il ne s'agissait pas d'événements pris sur le vif, dans la tourmente d'actions dont on sait qu'elles aveuglent plus qu'elles n'éclairaient une situation générale, mais bien du tout-préparé, du pré-digéré.

Charniers pour le show

Les premiers reportages consacrés aux événements roumains ont mis en relief le rôle du journalisme dans les pays démocratiques, à savoir que son activité se situe dans

chir sur la nature complexe des tyrannies dont on devrait savoir, depuis Platon, qu'elles sont le fruit d'une servitude volontaire des hommes.

Révolution à l'Est ? Qu'on me permette de rigoler. Partout, de la Pologne à la Bulgarie, on nous vend de la révolution, plus ou moins veloutée en Tchécoslovaquie, plus ou moins violente en Roumanie. Où a-t-on vu la révolution quand partout de nouvelles-anciennes élites se partagent le gâteau du pouvoir d'Etat et contraignent au silence le monde du travail. Ce sont ces anciennes-nouvelles élites qui, embouchant les trompettes du libéralisme économique le plus radical, décident du sort des salariés sans que les formes démocratiques du renouvellement politique ne laissent véritablement l'espace d'une fissure où se puissent exprimer leurs aspirations, fussent-elles celles du consumérisme occidental.

Les médias occidentaux s'enthousiasment pour « Gorbi ». La réunion de l'Internationale socialiste à Berlin lui accorde un soutien sans réserve tandis que dans le même temps elle refuse d'aider les partis socio-démocrates qui se constituent tant en Russie que dans les pays baltes ! A ces détails, distillés avec parcimonie dans de quelconques entre-

SOMMAIRE

- PAGE 2, Infos des groupes FA.
- PAGE 3, Arguments : Nucléaire, Pollution des eaux, Editorial.
- PAGE 4, Les luttes : Grève de la Santé, Krasucki, les 7 de Lézennes, En bref.
- PAGE 5, Société : Act-up contre le SIDA, Bilan socialiste, Antoine Pinay.
- PAGE 6, Société : Bavure à Amiens, ANPE occupée, « France debout », Salon des alternatives, Rénovation Paris-18^e.
- PAGE 7, Dans le monde : Infos de Grèce.
- PAGE 8, Dans le monde : Expulsion d'Irlandais, Accès libre aux USA pour les anarchistes, Fichage en Suisse, Syndicalisme chinois.
- PAGE 9, Dans le monde : Syndicalisme chinois (suite).
- PAGE 10, Dans le monde : Renaissance de l'anarchisme en URSS (3^e partie).
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Programme RL.
- PAGE 12, Arguments : Roumanie et médias, L'abbé Grégoire et les patois.